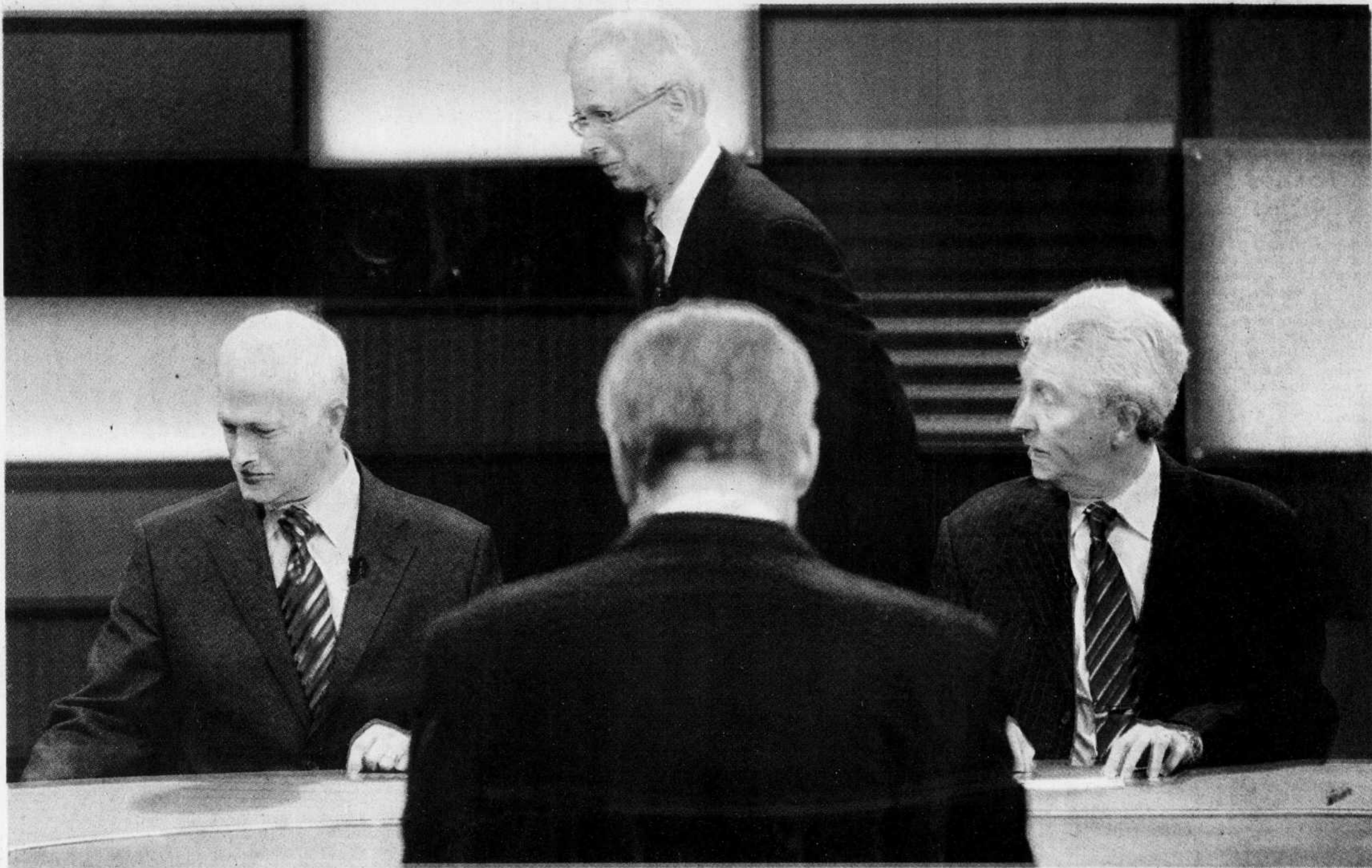




PERSPECTIVES



TOM HANSON REUTERS

Tout indique que les Canadiens se retrouveront encore mardi avec un gouvernement minoritaire.

Une impensable alliance?

Des partis se sont déjà entendus, rarement, pour partager le pouvoir

Si la tepdance se maintient, comme dirait l'autre, les Canadiens se retrouveront de nouveau avec un gouvernement minoritaire au lendemain du scrutin de mardi, le troisième d'affilée. Un gouvernement privé des appuis des deux tiers de la population, à moins de former une coalition ou une alliance entre partis aux affinités évidentes. Pourtant, même s'ils ont tous affirmé devoir stopper le Parti conservateur coûte que coûte, aucun des partis sur sa gauche ne veut en parler. Réalisme ou refus de l'évidence?

MANON CORNELIER

Le 2 mai 1985, le conservateur Frank Miller est élu à la tête de l'Ontario. Premier ministre sortant, il a obtenu moins de voix que les libéraux de David Peterson, mais plus de sièges. Gonflés à bloc par leur niveau d'appuis, les libéraux savent avoir le vent dans les voiles et font savoir qu'ils déferont le gouvernement à la première occasion.

Le NPD dirigé par Bob Rae n'est pas en position de retourner aux urnes aussi rapidement. Le chef néo-démocrate contacte alors Peterson et les négociations démarrent. Elles se concluent par la signature publique d'une entente entre David Peterson et Bob Rae. Il n'est pas question de coalition puisque aucun néo-démocrate ne siègera au conseil des ministres. Le NPD accepte plutôt d'appuyer les libéraux pendant deux ans en échange de la mise en œuvre de certaines de leurs politiques, comme l'équité salariale, la fin de la surfacturation dans le secteur de la santé et la limitation des dépenses électorales. Le 18 juin 1985, une motion de défiance présentée par Bob Rae est adoptée. Miller est défait et Peterson est invité à former le gouvernement. Il le dirigera pendant deux ans, comme promis.

Ce scénario unique dans l'histoire canadienne a commencé à être cité en exemple durant la campagne fédérale en cours. Les chefs libéraux Stéphane Dion et néo-démocrate Jack Layton devraient envisager faire la même chose, suggère la professeure et activiste féministe Judy Rebick dans le *Globe and Mail* cette semaine.

David Peterson-trouve qu'on va trop vite. « Il est trop tôt pour se prononcer sur une telle question. Tout dépend des chefs, des résultats, de la position des partis sur le terrain, de la situation à la Chambre, du parti qui formera le gouvernement au lendemain du vote. Et il faut que les partis aient assez en commun pour s'entendre, formellement ou non », confie-t-il en entrevue.

Il rappelle qu'à l'époque, son parti profitait d'une remontée et était prêt à retourner en campagne électorale rapidement. Ce n'était pas le cas des autres formations. Il doute aussi que le NPD

fédéral et le Parti libéral du Canada puissent s'entendre aisément. « Ils ont des désaccords trop anciens et il y aurait plusieurs ponts à franchir avant d'en arriver à un accord », analyse-t-il.

Union de fait

Un accord formel entre les trois partis est impossible, poursuit-il. Même si le Bloc en voulait, ce qui n'est pas le cas. S'associer à un parti souverainiste serait trop risqué pour le NPD et le PLC. Par contre, ils peuvent être sur la même longueur d'onde dans une foule de dossiers, et conclure des alliances ponctuelles.

Une telle alliance lui paraît plus plausible et moins dangereuse pour les partis qu'une coalition en bonne et due forme. « Une coalition suppose le partage du pouvoir exécutif, c'est-à-dire des postes au conseil des ministres. Le parti le plus fort n'aime jamais céder ce terrain à son compétiteur. Partager ces postes est difficile même quand un parti est majoritaire, alors imaginez. Une coalition est problématique aussi pour le plus petit parti. Sa crainte est toujours d'y perdre son identité et, faute de différences marquées, de voir ses supporteurs se tourner vers le parti aux commandes. »

Depuis le début de la Confédération, le Canada n'a eu qu'un seul gouvernement de coalition, et ce n'était même pas pour sauver la peau d'un parti mis en minorité. Tandis que la Première Guerre mondiale faisait rage, le conservateur Robert Borden invita certains libéraux et indépendants à rejoindre un gouvernement « d'union » qui dura jusqu'à sa retraite en 1920. L'expérience ne s'est jamais répétée, note

Ken Carty, directeur du Centre d'études sur les institutions démocratiques de l'Université de Colombie-Britannique. Les occasions n'ont pourtant pas manqué. Si aucun parti n'a de mandat majoritaire mardi, on pourra dire que, depuis 1957, la moitié des campagnes électorales fédérales se sont conclues par l'élection d'un gouvernement minoritaire.

Il y a bien eu des alliances informelles, comme sous Pierre Elliott Trudeau entre 1972 et 1974. Son parti consultait toujours le NPD pour s'assurer du passage de ses projets de loi, ce qui a conduit à de nombreux compromis. Il y a aussi eu des ententes ponctuelles sur des mesures particulières, comme entre les libéraux de Paul Martin et les néo-démocrates de Jack Layton lors de l'adoption du budget 2005. Il y en a eu d'autres sous le gouvernement Harper. Le compromis au sujet du prolongement de la mission afghane en est un exemple.

« Une coalition est problématique aussi pour le plus petit parti. Sa crainte est toujours d'y perdre son identité. »

Mariage forcé?

Peter Russell aimerait que le concept de coalition ait davantage la cote. « Mais nous avons une culture politique qui veut que ce soit pratiquement un échec pour un chef de ne pas arracher une majorité. Quand il se retrouve avec un mandat minoritaire, son seul objectif est de créer les conditions pour obtenir cette fameuse majorité. »

Titulaire de la Chaire de recherche sur la démocratie à l'Université Laval, Louis Massicotte offre une explication crue. « Les partis ne veulent pas partager le pouvoir, et pas seulement pour éviter de modifier leurs politiques, mais pour ne pas partager le patronage. S'il s'en tient, même minoritaire, à faire des commissions, un parti garde pour lui les nominations. » Il est pourtant prouvé, souligne-t-il, qu'un gouvernement de coalition dure plus longtemps qu'un gouvernement minoritaire.

Ken Carty, qui a encadré pendant deux ans l'Assemblée citoyenne sur la réforme du mode de scrutin, pense que notre système uninominal à un tour renforce l'obsession majoritaire, car il permet d'avoir la majorité absolue des sièges sans même obtenir la majorité des voix. La recherche de cette majorité pousse davantage les partis à fusionner, comme on l'a vu avec l'Alliance canadienne et le Parti progressiste-conservateur en 2003, qu'à s'allier au lendemain d'un vote, constate M. Carty.

Libéraux et néo-démocrates pourraient-ils être poussés dans cette direction? Louis Massicotte n'y croit pas, les deux partis ayant de longues et très différentes traditions. Ce scénario serait plus plausible si on parlait du NPD et des verts, avance-t-il, bien qu'il s'atten-

de davantage à une reprise du débat sur le mode de scrutin.

La fragmentation de l'échiquier politique laisse, de toutes façons, présager une répétition des mandats minoritaires, dit M. Carty. Par conséquent, les partis politiques devront prendre acte de cette réalité et adopter une autre façon de travailler pour permettre à ces gouvernements de survivre. « Les coalitions fonctionnent. Elles fonctionnent dans beaucoup de pays à travers le monde, il n'y a pas de raison pour que ce soit impossible ici. » Dans les pays qui ont un mode de scrutin proportionnel, la coalition est en fait le mode normal de fonctionnement, souligne M. Massicotte.

M. Russell note que les mandats minoritaires sont le choix de la population. À son avis, les élus devraient changer leur façon de faire pour mieux respecter cette volonté. Cela signifie faire des compromis pour accommoder les deux tiers de la population qui ne partagent pas leur avis.

Selon lui, le chef conservateur Stephen Harper y est généralement parvenu pendant les deux premières années de son mandat, le plus long pour un gouvernement minoritaire. Le climat aux Communes a cependant tourné au vinaigre quand il a décidé de forcer la main à l'opposition avec des votes de confiance à répétition. « Je vous prédis qu'il changera de chanson s'il n'est pas majoritaire, car je ne pense pas qu'il ait envie de se retrouver en campagne électorale en janvier prochain », de dire le professeur, qui vient de publier un ouvrage sur les vertus des gouvernements minoritaires.

À qui le gros lot?

Cependant, même si tous les partis à la gauche du Parti conservateur s'entendaient avant le scrutin, ils ne seraient pas assurés de former le gouvernement au lendemain du vote. La gouverneure générale ne peut nommer un gouvernement tant que celui sortant n'a pas démissionné ou n'a pas été destitué. Faute d'une majorité absolue, le premier ministre sortant, surtout s'il a le plus grand nombre de sièges, a le privilège de décider s'il veut tenter sa chance ou démissionner.

Il doit toutefois conserver la confiance du Parlement. S'il la perd, la gouverneure générale peut déclencher des élections ou se tourner vers un autre parti qui aurait indiqué pouvoir prendre la relève avec suffisamment d'appuis, comme cela s'est produit en Ontario en 1985. Tout dépend des circonstances.

« Le travail de la gouverneure générale, explique le professeur Russell, est de protéger la démocratie parlementaire et de s'assurer que le Parlement choisi par le peuple ait une chance d'exprimer sa confiance ou non dans le gouvernement. »

Collaboratrice du Devoir

PERSPECTIVES

Prélude électoral en santé

Recyclage d'annonces d'investissement et gonflement des PPP ont eu cours cette semaine

En santé, au Québec, la semaine qui se termine a pris des airs de prélude électoral. Le D^r Yves Bolduc et trois autres ministres ont défilé en cascade des annonces d'investissements financiers «sans précédent» et «importants» dans quatre régions. Le ministre de la Santé, seul cette-fois, a avancé la possibilité que l'agrandissement de Sainte-Justine soit réalisé en PPP. Et l'automne vient à peine de débiter.

JACINTHE TREMBLAY

Au cours des derniers jours, plus de 1,5 milliard de dollars ont déferlé sur le réseau québécois de la santé. Le 6 octobre, les ministres Yves Bolduc et Michèle Courchesne donnaient, selon les termes de leur communiqué de presse, «le coup d'envoi de la construction des travaux de construction» du Centre de cancérologie de la Cité de la santé de Laval, un projet de 34,7 millions de dollars. Le même jour, leurs collègues Julie Boulet et Laurent Lessard dévoilaient des investissements «sans précédent» d'un milliard de dollars en 2008-09 afin «d'améliorer l'accès des citoyens à des services de santé» en Mauricie et dans le Centre-du-Québec. Le 8 octobre, le D^r Bolduc confiait les médias à l'annonce d'un projet «important» au Centre hospitalier universitaire (CHU) Sainte-Justine. Dans une brève allocution, le D^r Yves Bolduc a confirmé que le projet clinique de modernisation et d'agrandissement de 503 millions de dollars «Grandir en santé» était «complété» et que «l'établissement était autorisé à recruter des professionnels pour réaliser les plans et devis et les estimations budgétaires».



Yves Bolduc

«Le ministre Bolduc est venu jouer dans notre assiette en construisant des petits châteaux avec des patates pilées»

Des nouvelles?

La mémoire est une faculté qui oublie. En effet, le 29 janvier 2007, le premier ministre Jean Charest et la ministre Courchesne avaient, à Laval, «donné le feu vert» pour un nouveau centre de cancérologie à Laval, le même. Le 21 juillet 2003, l'ex-ministre Philippe Couillard et la présidente du Conseil du trésor Monique Jérôme-Forget annonçaient pour leur part l'octroi à l'hôpital Sainte-Justine d'une somme de 500 000 \$ pour «faire l'évaluation des besoins fonctionnels et techniques pour les projets dont la nécessité est reconnue par le ministère». Lire: la modernisation et l'agrandissement. Le 13 décembre 2006, le CHU Sainte-Justine publiait un communiqué révélant que «le projet Grandir en santé s'était vu octroyer un budget limité à 503 millions de dollars», que «le projet clinique avait été déposé au ministère en juin» et qu'une réponse à ce projet était attendue «en janvier 2007».

Quelles étaient donc les importantes annonces des derniers jours? Dans le cas de Laval, les deux ministres ont rendu publiques les «autorisations d'aller en appel d'offres».

Le milliard en investissements «sans précédent» en Mauricie et dans le Centre-du-Québec comprend une majoration des budgets de fonctionnement de tous leurs établissements pour l'an prochain, une somme de 18,1 millions de dollars pour le maintien des actifs immobiliers des deux régions ainsi que 19,1 millions pour des équipements. Exemples: «20 000 \$ pour deux électrocardiographes pour le CSSS de la Vallée-de-la-Batiscan» et «150 000 \$ pour trois ventilateurs de soins critiques pour le CSSS de Trois-Rivières». Le milliard servira aussi à acheter, entre autres, «des civières, des appareils d'anesthésie et des fauteuils roulants».

Une simple signature

Sainte-Justine maintenant. Le D^r Bolduc y a annoncé l'autorisation donnée à ses dirigeants de signer les contrats de firmes sélectionnées il y a deux ans, selon les précisions données par Clermont Gignac, le haut fonctionnaire chargé par Québec de veiller au respect des budgets de modernisation des centres hospitaliers universitaires (CHU) montréalais.

«Le ministre Bolduc est venu jouer dans notre assiette en construisant des petits châteaux avec des patates pilées», a commenté René Després, un employé de longue date de cet hôpital, en marge de l'événement. Ce même travailleur a aussi été

étonné que, pour une rare fois dans l'histoire de l'établissement, sinon la première, «il n'y avait pas de mamans, pas d'enfants et de ballons» lors d'un événement de presse. Quant à la possibilité que la suite de Grandir en santé puisse être réalisée en mode PPP, il s'en est déclaré estomaqué. «Je n'ai pas vu grand monde à la table d'en avant sauter de joie», a-t-il observé.

À cette table, aux côtés du ministre, il y avait David Levine, p.d.g. de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Ghislaine Larocque, présidente du conseil d'administration de l'hôpital, Khiam Dao, son ex d.g., qui a porté à bout de bras Grandir en santé depuis le siècle dernier, et Pauline Turpin, d.g. par intérim. Le D^r Fabrice P. Brunet, dont le conseil d'administration a annoncé lundi dernier l'entrée en fonction à titre de directeur général en janvier 2009, était absent. Pierre Boivin, président de la Fondation de l'hôpital Sainte-Justine, qui a complété une collecte de fonds de 125 millions de dollars pour ce projet, a profité de son temps de parole pour remercier les entreprises, les fondations et le grand public, qui ont, selon ses termes, «signé une page sans égale dans l'histoire de la philanthropie au Québec». Il a aussi eu de bons mots pour les marraine et parrain de cette campagne. «Je ne sais pas où sont Céline et René, mais si Céline était parmi nous, elle dirait "Dépêchez-vous, ça presse!"», a conclu M. Boivin.

Un gonflement

L'employé de longue date de Sainte-Justine René Després partage ce sentiment d'urgence, et l'évocation par le D^r Bolduc d'un possible PPP pour Grandir en santé l'a inquiété. «Je comprends que le gouvernement veuille faire le projet rapidement et au meilleur coût, mais je crains que les études nécessaires à la comparaison d'un projet en PPP et en mode traditionnel retardent le processus», a-t-il commenté.

Au-delà des annonces d'investissements déjà connus depuis longtemps qui ont mobilisé quatre ministres depuis lundi, les vraies grosses nouvelles récentes sont là, dans les PPP. En plus de Sainte-Justine, lancé mercredi par le ministre «comme un lapin sorti du chapeau», selon M. Després, Le Devoir dévoilait le lendemain le gonflement du PPP du Centre de recherche du CHUM et du futur hôpital lui-même.

Ainsi, en vertu d'un décret adopté par le Conseil des ministres à la mi-septembre, la rénovation de l'immeuble situé au 300 de la rue Viger Est (l'ancien édifice de Vidéotron) sera confiée au partenaire privé responsable de la construction et de l'entretien du centre de recherche du CHUM. Le gouvernement réfléchit également, a-t-on appris, à la possibilité d'appliquer la formule des PPP pour les ailes Nord et Sud de l'actuel hôpital Saint-Luc. Ce qui était prévu jusque-là pour ces bâtiments était une rénovation de type traditionnel. Il est maintenant question de démolir l'ensemble et de construire tout en neuf — peut-être en PPP.

L'engouement du gouvernement Charest et de son ministre de la Santé pour cette formule a aussi donné lieu, le 30 juillet dernier, à l'annonce de la rénovation de l'Hôtel-Dieu de Québec et son agrandissement sur son site actuel, un chantier évalué à 535 millions de dollars, en mode PPP. Quel autre projet connaîtra le même sort? Parions que nous en saurons plus bientôt. L'attachée de presse du ministre Bolduc a promis mercredi aux journalistes montréalais qu'ils reverraient son ministre en personne la semaine prochaine

Le Devoir



RÉGIS DUVIGNAU REUTERS

Un différend commercial serait à l'origine de la disparition du Grand Prix.

Quand l'État fait vroum vroum

Les trois ordres de gouvernement appuieront-ils le Grand Prix du Canada?

Si quelqu'un l'avait vue venir, celle-là, il s'est fait plutôt discret. L'annonce, mardi matin, de l'absence du Grand Prix du Canada au calendrier 2009 de Formule 1 semble avoir pris de court, si on les en croit, jusqu'aux dirigeants mêmes de l'événement. Dès lors surgissent les conjectures, les discussions à propos de chiffres inconnus, et se trouve relancé le sempiternel débat sur l'appui financier des pouvoirs publics au sport professionnel.

JEAN DION

C'était quand, déjà...? Voilà: un autre mardi matin. Le 18 janvier 2000. Le ministre fédéral de l'Industrie, John Manley, faisait part de l'intention de son gouvernement de venir en aide aux équipes canadiennes de la Ligue nationale de hockey. Une fois divulgué, le projet vivra une longue vie de quelques heures. Sérieusement rembarqué par l'opinion publique, il est retiré net le vendredi suivant. Du jamais, ou en tout cas du très rarement vu en politique, où le louvoisement, le gain de temps, les peut-être et les c'est-à-dire ont davantage la cote. Résumé du dossier: subventionner des millionnaires, ça se fait sans doute dans certains domaines, mais le sport, lui, est trop voyant. Ou trop léger. Ou trop hors de contrôle.

Qu'est-ce qui serait donc différent cette fois-ci? On a vu de combien de paires de gants blancs ont usé les représentants gouvernementaux pour préciser que, si jamais l'État plonge dans l'aventure du Grand Prix, ce ne sera pas pour gérer de la course automobile mais pour favoriser le tourisme. La piste est claire: le promoteur privé calcule ses dépenses et ses revenus, et si ceux-ci excèdent ceux-là dans une proportion agréable, il promet; sinon, il retire ses billes. Le gouvernement, lui, doit mettre dans la balance les désormais célèbres retombées économiques, les taxes et impôts qu'il perçoit grâce à la seule existence de l'événement, la «visibilité» internationale, etc. Des données, tout le monde en convient, toujours contestables, sujettes à manipulation, pratiquement impossibles à cerner. Et il doit composer avec l'humeur publique, surtout quand il y a des élections en vue.

La conciliation

Or, alors que le ressac avait été violent dans le cas des clubs de hockey, l'atmosphère semble aujourd'hui bien davantage à la conciliation. Examinons d'abord. Procédons par ordre. Faisons tout ce qui est possible.

Ce qui constituerait en soi, faut-il croire, une petite révolution. Cette semaine, on pouvait notamment entendre Claude Brochu, autrefois copropriétaire des Expos de Montréal, souligner que, partout sur la planète, l'État vole avec joie au secours du sport, en lui aménageant des amphithéâtres, en lui consentant des privilèges fiscaux, en le soutenant par différentes mesures pour juguler la concurrence venue des autres villes, des autres pays,

des autres continents. Le Québec et le Canada feraient exception à cet égard, uniques au monde dans leur frilosité et leur manque d'enthousiasme pour la chose, leur attente, leur hésitation qui font en sorte qu'on n'agit toujours qu'à la dernière minute, en désespoir de

En une dizaine d'années, la Formule 1 a radicalement changé de visage géographique et a envahi l'Asie

cause, au bord du gouffre, quand on n'a plus le contrôle et qu'on se trouve en situation critique, à la merci de chacun. Que MM. Fortier, Bachand et Tremblay n'aient pas immédiatement déclaré le dossier clos, et que personne ne soit aussitôt descendu dans la rue pour le leur reprocher, serait donc extraordinaire.

Il est vrai qu'en matière de Formule 1, Montréal fait cavalier seul: la participation publique s'est limitée ces dernières années à une compensation pour l'interdiction totale de publicité du tabac et à une contribution à la réfection de la piste de l'Île Notre-Dame. Le Grand Prix du Canada est le seul des 18 existants qui ne soit pas exploité par un gouvernement quel-

conque. Et s'il a disparu du calendrier 2009, c'est sans nul doute en raison d'un «différend commercial» entre son organisateur et l'autorité mondiale Bernie Ecclestone — admirons quand même le flou artistique de l'expression —, mais aussi parce que l'argent coule à flots ailleurs.

La route de l'Asie

En une dizaine d'années, la Formule 1 a radicalement changé de visage géographique et a envahi l'Asie. Là où il n'y avait auparavant que le Japon, on trouve maintenant la Chine, Singapour, la Malaisie, la Turquie, Bahreïn. Dernier arrivé en date, Abou Dhabi, dans les Emirats arabes unis, qui doit justement remplacer le Canada dans le calendrier 2009 «définitif», qui ne l'est peut-être pas encore. Des endroits où généralement

comme on l'a souvent fait remarquer cette semaine, les dirigeants n'ont pas à soumettre leur idée à l'examen de 36 comités consultatifs quand ils décident de construire une piste et de verser des dizaines et des dizaines de millions à M. Ecclestone. Reste maintenant à savoir si on peut rivaliser avec ces lieux émergents en demeurant dans les limites du raisonnable, un mot repris à satiété par les ministres et le maire. Faute de chiffres pour des raisons de confidentialité, la question est en suspens.

Autre élément: la nature même de la course automobile. Discipline en passe de devenir anachronique au moment où l'environnement grimpe dans les priorités. Coûts exorbitants, haute technolo-

gie polluante. Comment la faire entrer dans un quelconque plan vert que ne pourront plus éviter d'avoir les gouvernements, à tout le moins ceux de l'Occident? Certes, la Fédération internationale de l'automobile affirme nourrir des préoccupations écologiques, mais on demande à voir.

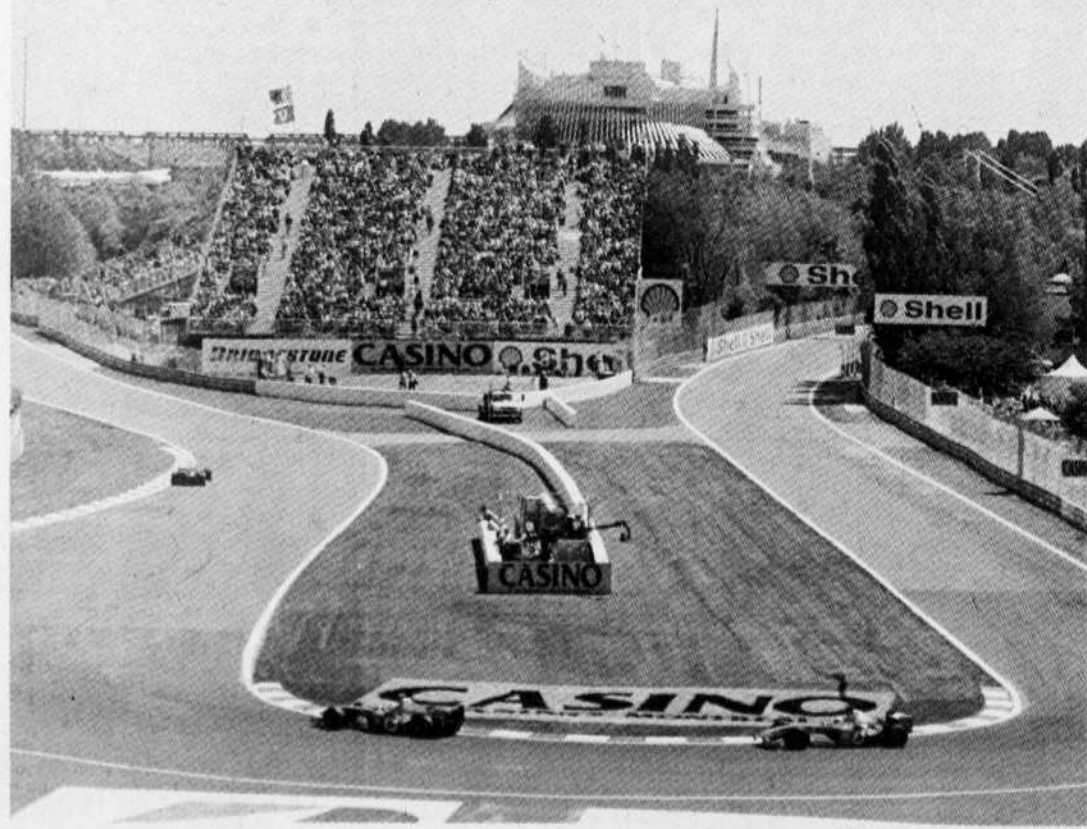
Le tourisme

On pourrait aller plus loin et parler du tourisme lui-même, puisqu'il sert de caution en l'occurrence. Ne parions pas qu'il ne sera pas demain, après-demain, un sujet chaud. Tous ces déplacements énergivores, à seules fins de divertissement, est-ce bien, comment dire, raisonnable? L'argument de l'activité économique a de dures années devant lui, et il aura de plus en plus fort à faire pour s'imposer.

Quand il a été proposé de venir en aide au hockey professionnel, personne n'a évoqué les retombées économiques que peut avoir une équipe comme le Canadien de Montréal. (Il faut dire qu'on n'en a pas vraiment eu le temps.) Pourtant, si l'on additionne tous les visiteurs de l'étranger qui, en une année, viennent à Montréal exprès pour un match, y séjournent et y dépendent, on doit bien approcher d'un Grand Prix, non? Certes, la clientèle n'est pas aussi jet-set, mais un dollar est un dollar est un dollar.

Si on contourne maintenant les objections du passé, est-ce en raison du prestige de l'événement? Parce que la menace pour le hockey canadien n'était pas perçue comme vraiment sérieuse? Ce ne serait pas le moindre des paradoxes que, huit ans plus tard, l'État se mette à faire vroum vroum...

Le Devoir



MATHIEU BÉLANGER REUTERS

L'atmosphère semble à la conciliation pour assurer la survie du Grand Prix du Canada.

PERSPECTIVES

Lumières sur la ville

Qu'est-ce qu'une métropole culturelle aujourd'hui ?

Qu'est-ce qu'une cité, aujourd'hui? Comment stimuler le développement d'une grande ville? Comment attirer des touristes sans négliger la vie des citadins? Qu'est-ce donc qu'une métropole culturelle? Des savants et des gestionnaires ont réfléchi à ces questions au début de la semaine à Montréal. Bilan et perspectives.

STÉPHANE BAILLARGEON

Woody Allen aime les métropoles, et elles le lui rendent bien. Cinéaste de New York et même de l'âme comme du génie new-yorkais, il retournera l'année prochaine dans sa Grosse pomme chérie pour un nouvel opus, après avoir tourné trois fois à Londres et une autre à Barcelone. Son film *Vicky Christina Barcelona*, encore à l'affiche, offre une formidable carte postale promotionnelle de plus à la Cité des prodiges, qui n'en a plus vraiment besoin.

«En ce moment, Barcelone n'a pas à se plaindre de sa réputation dans le monde», avoue candidement Jordi Martí, délégué à la culture de la capitale catalane en donnant lui-même l'exemple de *Vicky Christina Barcelona* aux nombreux participants du «déjeuner prestigieux» offert en début de semaine dans le cadre du colloque montréalais sur *La gouvernance culturelle des grandes villes: enjeux et possibilités*. «La représentation et la perception d'une ville demeurent très importantes. Le Barcelone de Woody Allen a peu à voir avec la ville réelle des Barcelonais. En fait, il y a des milliers de Barcelonais, comme il y a des milliers de Montréalais.»

Le conférencier principal du colloque, Jean-Pierre Saez, directeur de l'Observatoire des pratiques culturelles de France a exploré la même idée en disant qu'au fond une ville est «un récit imaginaire», selon une jolie formulation de l'écrivain Italo Calvino. «En un mot, c'est une manière d'être au monde, a poursuivi M. Saez dans son discours d'ouverture. C'est un réseau et plus particulièrement un entrelacement de réseaux. Car à notre époque le local et le mondial sont plus que jamais interreliés.»

Jordi Martí a ajouté que le plus difficile, et en même temps le plus nécessaire, c'est de faire correspondre les perceptions individuelles et globales, le local et l'universel, la réalité, l'idée et même l'idéal de la ville. «Il faut se définir un plan d'ensemble, une vision globale d'organisation», a-t-il résumé en soulignant alors l'importance qu'à l'autorité politique à la fois pour structurer cette pensée de la cité et pour la mettre en application. La *polis* est encore et toujours une vaste et complexe affaire politique.

«Depuis la fin de la dictature et le retour de la démocratie, au cours des 30 dernières années, un consensus fort s'est établi pour transformer notre ville en misant sur ses avantages caractéristiques», a poursuivi Jordi Martí. Barcelone a réussi à muter d'une société industrielle à une société axée sur la nouvelle économie, avec des infrastructures conséquentes. La ville a fait preuve d'une capacité d'adaptation rapide, mais cette transformation profonde ne s'est pas faite au prix du devoir de mémoire.»

Un plan orphelin

Le colloque, présenté dans le cadre des «Vingt-et-unièmes Entretiens» du Centre Jacques-Cartier et organisé par Montréal Culture avec la collaboration de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, cherchait précisément à stimuler la manière dont Montréal est pensée et gouvernée. Un plan, pas de problème, Montréal en a un. En novembre 2007, des centaines de joueurs clés ont avalisé une proposition de développement sur une décennie pour donner naissance à une nouvelle métropole culturelle. Avec cette carte, Montréal veut se dénicher une place sous le soleil qui réchauffe Barcelone ou d'autres lieux capables d'attirer Woody Allen et des clichés.

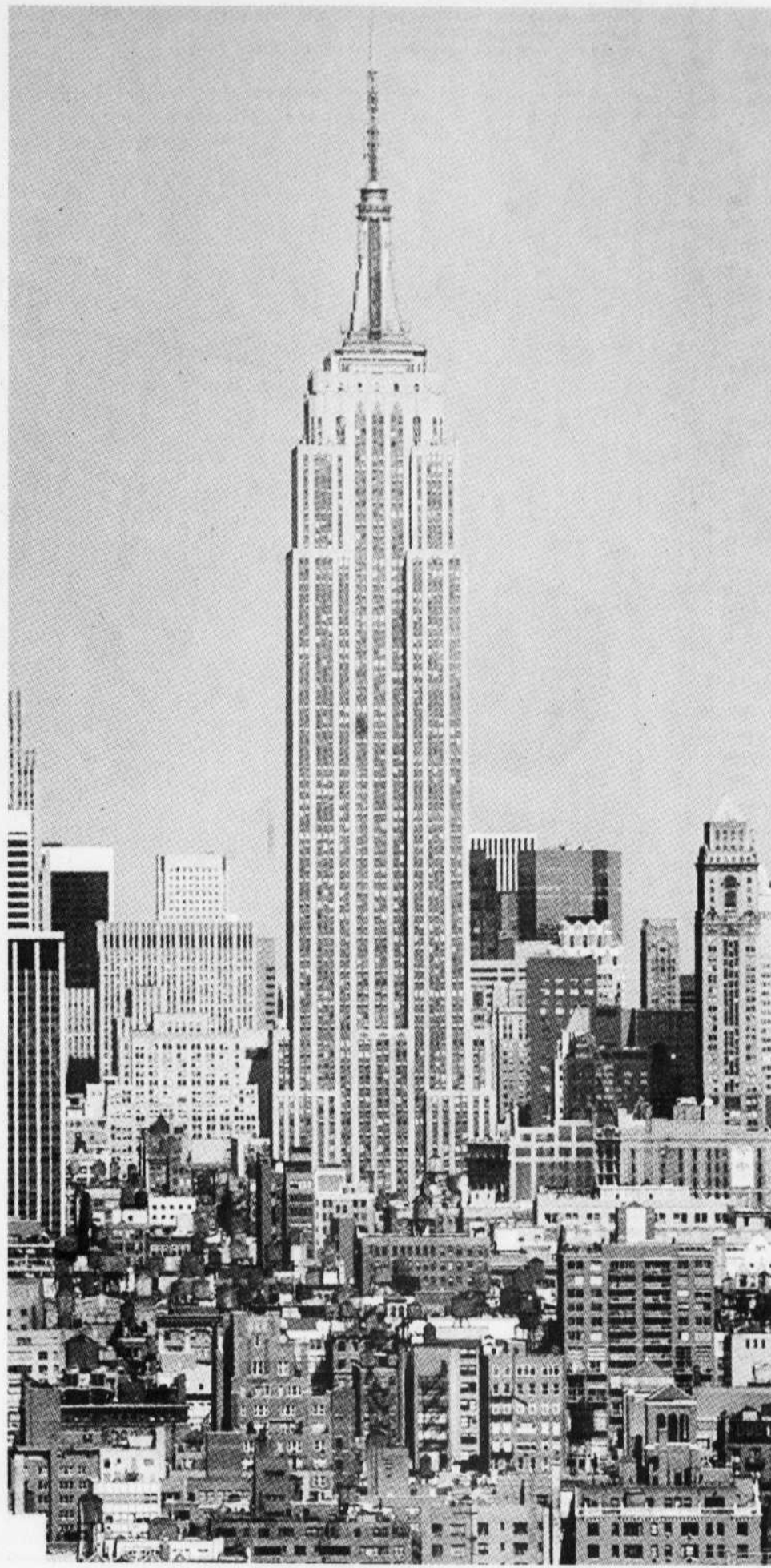
Seulement, ce beau projet connaît déjà des ratés. Mardi matin, Gilbert Rozon est venu dire aux colloquiers que Montréal n'était pas une capitale culturelle mais qu'elle pourrait peut-être prétendre à ce statut enviable en misant sur son impressionnante capacité de création, sa première richesse, bien évidente en art de la scène. Le Cirque du Soleil, ça vous dit quelque chose?

Le président-fondateur du Festival Juste pour rire en a aussi profité pour expliquer que le développement du Quartier des spectacles, autour de la Place des Arts, se faisait beaucoup, trop peut-être, au profit du Groupe Spectra et de son Festival international de jazz. M. Rozon, toujours aussi blagueur, aime bien parler du «Quartier de Spectra» depuis quelques mois...

Le maire Gérard Tremblay a jeté son propre parpaing dans la marre aux évidences en souhaitant la mise en place rapide d'une nouvelle «mini structure» pour piloter la mise en place du Plan d'action 2007-2017, *Montréal, Métropole culturelle*. À la limite, le maire voudrait qu'une seule et même personne coordonne toutes les interventions des différents ordres de gouvernement comme des nombreux agents concernés par la redéfinition de la ville. «Ça prend une seule personne pour agir, a poursuivi le maire. Il nous faut identifier une seule personne qui aura la responsabilité de nous conscientiser.»

À quoi bon?

Tout ça pour quoi finalement? Le sociologue politique Emmanuel Wallon a tenu un des discours les plus critiques de la rencontre en soulignant que la ville existe d'abord et avant tout pour ceux qui l'habitent. «Autrefois il fallait des églises, des expositions des foires ou des ateliers, pour développer une ville», a noté le professeur de l'université Paris X. Ici, au cœur du Quartier



New York et son âme attireront de nouveau le cinéaste Woody Allen.

des spectacles, on comprend qu'il faut maintenant des musées, un opéra et des festivals.»

Il a alors proposé qu'une ville respectable devait peut-être aussi posséder des luthiers et des librairies de qualité, soit des preuves que les citoyens «consomment» et «pratiquent» les arts et la littérature. «Nous avons tendance à copier les recettes, a observé le professeur Wallon. On voit bien une tendance récente des anciennes capitales d'empire comme Londres, Paris ou Moscou, que ce soit avec les villes millionnaires en habitants ou milliardaires en patrimoine, de sacrifier à deux modes dangereuses: la calendarisation des activités et la concentration sur de grands chantiers, les deux allant souvent de pair.»

Les Jeux olympiques constituent le nec plus ultra de la conjonction. Pékin vient de se transformer radicalement en organisant la grand-messe du sport. Paris et Londres se sont affrontés pour prendre le relais à l'été 2012. Montréal a eu son tour olympique (1976) et son exposition universelle (1967), mais elle voit maintenant son grand prix de formule 1 lui filer sous le nez. Le rival de Gérard Tremblay, Benoît Labonté, maire de l'arrondissement Ville-Marie, propose de «réinventer de nouveau» et de «voir grand encore» en déposant la candidature de Montréal pour l'organisation d'une nouvelle exposition universelle en 2020, dont le thème porterait justement sur l'aménagement urbain. Du calendrier et des chantiers, encore une fois...

«Si on veut que ça fonctionne, si on veut une ville viable et agréable, il faut viser le développement d'un espace public de qualité», a observé le professeur Wallon, sans toutefois juger le cas précis des projets montréalais. Las Vegas ou Dubaï concentrent à l'extrême les travers d'un modèle qui se concentrerait uniquement sur les projets pharaoniques et le divertissement industriel devant attirer les touristes par dizaines de millions. «La course aux étoiles, aux grands chantiers, on peut la mener à Dubaï, en oubliant la tolérance qui doit aussi se retrouver au cœur du développement des villes», a tranché le sociologue.

Politique et poétique de la ville

Le «développement des villes» comme de l'ensemble des sociétés en vérité, et même des villes comme centres du monde. Dans sa propre intervention, Jordi Pascual Ruiz, coor-

donnateur de la Commission de la culture (cités et gouvernements) de Barcelone, a noté que les métropoles comme les cités plus petites ont encore énormément de difficulté à faire accepter leurs particularités et leurs besoins spécifiques par les ordres supérieurs de gouvernement, jusqu'au palier mondial. Il a fait remarquer que la fameuse convention de l'Unesco sur la diversité culturelle, défendue bec et ongles par le Québec et le Canada depuis une décennie, ne mentionne le mot «ville» que quatre fois. «Il nous faut articuler un travail de lobbying vis-à-vis des instances nationales et internationales pour que nos voix soient écoutées, a dit M. Ruiz. Et pas seulement dans le domaine de la culture ou dans celui de la gouvernance culturelle.»

Et ça continue ailleurs comme ici. La défense et la délinquance, la crise du capitalisme financier et même la culture ont été très discutées pendant la présente campagne fédérale. Par contre, les villes et leurs problèmes spécifiques ont fait l'objet de très peu d'échanges...

À l'encore, une des belles leçons arrive de Barcelone où a été adopté l'*Agenda 21 de la culture* (un plan d'action pour le XXI^e siècle) en 2004. Le document compte 67 articles couvrant cinq domaines: les droits culturels, la relation au développement économique, au développement social, au territoire et à la gouvernance. Barcelone suit son implantation et assure sa dissémination, maintenant réalisée en onze langues sur le site *agenda21culture.net*. Montréal a adopté les principes du document dès 2005.

«La culture peut être un moteur économique et un facteur de développement», conclut pour sa part Jordi Martí, responsable du dossier dans la ville espagnole. «Barcelone a connu une explosion brutale de tourisme», a-t-il poursuivi en oubliant cette fois de noter que le dernier film de Woody Allen, quelles que soient ses qualités intrinsèques, devrait lui rapporter quelques milliers de plus de touristes. Maintenant, 14 % du produit intérieur brut de la ville provient de cette industrie. «Comment est-ce possible de balancer entre cette nouvelle activité et les autres éléments qui composent une ville?»

Les clichés, filmés ou pas, masquent aussi ce genre de difficultés. À Barcelone, le vieux quartier historique n'appartient plus vraiment aux citadins pendant la période estivale. Un peu comme le centre-ville de Montréal est maintenant abandonné aux festival et il sera probablement encore plus si le plan 2007-2017 porte ses fruits.

Le Devoir

Le prétendant



MICHEL DAVID

Tout aura été étonnant dans la campagne électorale qui s'achève et, au train où vont les choses, les résultats de mardi pourraient l'être plus encore. Le simple fait de prononcer les mots «premier ministre Dion» procure une sensation un peu bizarre.

Déjà, la complicité qui s'est développée au fil des semaines entre Gilles Duceppe et Jean Charest en a surpris plusieurs. De passage au *Devoir* hier matin, le chef du Bloc québécois a soutenu qu'il avait simplement défendu des positions sur lesquelles tous les partis représentés à l'Assemblée nationale étaient d'accord.

Avec les années, M. Duceppe est passé maître dans l'art du sophisme. S'il est vrai que le PQ ne s'oppose à aucune des demandes que M. Charest a présentées aux partis fédéraux, celles-ci demeurent totalement insuffisantes d'un point de vue souverainiste. Dans la perspective des prochaines élections au Québec, il est évident que cette alliance contre nature profite surtout au PLQ.

À l'encore, M. Charest a semblé s'inspirer de l'exemple de Robert Bourassa qui, au lendemain de l'échec de l'accord du Lac-Meech, avait encouragé Lucien Bouchard à fonder le Bloc québécois afin de rétablir son rapport de force avec Ottawa, malgré le scepticisme de plusieurs libéraux, qui y voyaient un pacte avec le diable.

Si, dix-huit ans plus tard, certains d'entre eux ont pu être agacés de voir M. Charest favoriser l'élection de députés bloquistes par ses attaques incessantes contre Stephen Harper, les péquistes ont été encore plus irrités de voir M. Duceppe contribuer à la métamorphose de M. Charest en défenseur des intérêts du Québec.

M. Duceppe plaide que plus il y aura de bloquistes élus mardi, plus cela risque d'avantager le PQ. Cela reste à voir. En 2006, le Bloc avait remporté sa plus belle victoire depuis 1993. Un an plus tard, le PQ encaissait sa plus cinglante défaite depuis 1973. Les Québécois n'ont pas l'habitude de mettre tous leurs œufs dans le même panier. Si le Bloc veille au grain à Ottawa, pourquoi ne pas laisser M. Charest se débrouiller avec la crise économique?

Rendons à César ce qui lui appartient. S'il est vrai que le Bloc québécois a bénéficié des erreurs grossières de M. Harper et d'une crise financière dont personne n'avait prévu l'ampleur, on doit reconnaître à M. Duceppe le mérite d'avoir su profiter de l'occasion.

Il faut avoir été témoin de sa désastreuse campagne de 1997 pour mesurer le chemin parcouru. Le débutant maladroit et hésitant est devenu un politicien d'une habileté consommée, qui a très bien su lire et exploiter les états de l'âme québécoise.

Si sa transformation a peut-être semblé moins spectaculaire que celle de Stéphane Dion entre le début et la fin de la campagne, c'est simplement qu'il partait de moins loin. Entre le chef qui devait passer ses journées à défendre la pertinence de son parti et celui qui aura vraisemblablement toutes les raisons de pavoiser mardi soir, le contraste n'en est pas moins saisissant.

Depuis qu'il s'était bitement retiré de la course à la succession d'André Boisclair avant même que celle-ci n'ait commencé, l'étoile de M. Duceppe avait beaucoup pâli et le «fédéralisme d'ouverture» de M. Harper semblait lui avoir fait perdre ses repères. Il avait beau jurer que le feu sacré brûlait toujours, personne ne le croyait.

Cette parenthèse difficile est maintenant fermée. M. Duceppe est redevenu un gagnant. Peu importe qui formera le prochain gouvernement, il est maintenant assuré de pouvoir jouer un rôle important au cours des prochaines années. Alors que le prochain chef de l'opposition officielle, qu'il soit libéral ou conservateur, risque de vivre des heures difficiles au sein de son parti, M. Duceppe aura les coudées totalement franches.

Dès que le rideau sera tombé sur la campagne fédérale, les regards vont se tourner vers Québec. Même la perspective de quelques années additionnelles de gouvernement minoritaire à Ottawa enlève à M. Charest un argument de poids, dans la mesure où la nécessité d'un gouvernement fort à Québec devient moins impérieuse.

Le PQ et plus encore l'ADQ seraient infiniment soulagés si le premier ministre reportait ses projets, mais ce ne serait vraisemblablement que partie remise, le temps que les marchés financiers retrouvent une certaine stabilité.

Si besoin était, la campagne fédérale a démontré une fois de plus que rien ne doit jamais être tenu pour acquis. Force est cependant de constater que la population semble satisfaite du gouvernement Charest et que son alliance objective avec M. Duceppe a encore renforcé la crédibilité du premier ministre, alors que le PQ fait du surplace.

Bien qu'elle ait remporté son duel contre l'aile radicale de son parti au conseil national de mars 2007, Pauline Marois ne sera pas à l'abri de la contestation si le PQ perd une troisième élection consécutive, même avec le statut d'opposition officielle en guise de prix de consolation.

On se fait des ennemis si facilement et si rapidement en politique qu'il est difficile de ne pas devenir un peu paranoïaque. Après sa tentative manquée du printemps, M. Duceppe ne peut plus nier que le poste de chef du PQ l'intéresse. Même si l'humiliation que Mme Marois lui a infligée serait difficile à avaler pour n'importe qui, il n'aurait pour autant aucun complot.

En revanche, il a prouvé qu'il était un homme de devoir, pour ne pas dire de mission. Si les souverainistes se tournaient finalement vers lui, il pourrait difficilement dire non. À 61 ans, il tient encore la forme et il semble avoir retrouvé le goût de la politique, si jamais il l'avait perdu. Qu'il le veuille ou non, il est redevenu un prétendant.

mdavid@ledevoir.com



Jean Charest

ARCHIVES LE DEVOIR

ÉDITORIAL

Élections 2008

Oui au Bloc québécois

Les Canadiens et les Québécois choisiront mardi un nouveau gouvernement. D'emblée, on peut prédire qu'il sera minoritaire et, probablement, conservateur. On peut se demander si ces élections étaient bien nécessaires, mais cela ne dispense pas pour autant d'une réflexion sur le choix à faire.

Cette campagne électorale aura confirmé la fragmentation du vote. La réalité est que les cinq principaux partis de l'échiquier politique canadien sont tous des tiers partis, bien qu'à des degrés divers. Cela ne peut que donner des gouvernements minoritaires. Si c'est bien le cas mardi, ce sera la troisième fois que cela arrive en quatre ans. La chose risquant de se répéter, le choix de l'opposition devient aussi important que le choix du gouvernement.

Il y a seulement deux prétendants au pouvoir: le Parti conservateur et le Parti libéral. Ces derniers jours, les libéraux sont apparus comme des aspirants plus sérieux qu'ils ne l'étaient en début de campagne. Cependant, ne nous y trompons pas: cette résurgence est le résultat des hésitations des électeurs face aux conservateurs, et non le signe d'une confiance retrouvée dans l'équipe libérale.

Le parti que dirige Stéphane Dion a été envoyé au purgatoire en janvier 2006 pour cause d'usure du pouvoir et de scandales. Il ne mérite pas encore la rédemption. Le parti est profondément divisé par des luttes intestines, et son nouveau chef, inexpérimenté, n'arrive pas à imposer son autorité. L'adoption d'une plate-forme centrée sur l'environnement masque le fait que le parti n'a pas encore renouvelé son programme. Il défend toujours la même vision du Canada, celle d'une seule nation canadienne, construite par un gouvernement fédéral centralisateur et méprisant à l'endroit des nationalistes québécois.

En remplaçant les libéraux par les conservateurs en janvier 2006, les électeurs ont voulu mettre fin aux confrontations entre les nations canadienne et québécoise. La sérénité actuelle serait menacée par le retour des libéraux au pouvoir, et le Québec y perdrait. Stéphane Dion a beau prétendre être un «nationaliste québécois», on ne l'a jamais vu porter les revendications du Québec. Le voudrait-il qu'il ne le pourrait pas, car il est prisonnier du rôle de «Monsieur Canada» que son parti lui demande de jouer. S'il remportait les élections mardi, ce serait un accident de parcours.

Le premier ministre Stephen Harper avait parié sur la fragmentation du vote pour obtenir le gouvernement majoritaire auquel il rêve. Condition essentielle à sa réussite, il lui fallait élargir son bassin d'électeurs. Devenu subitement un parti de centre droit, le Parti conservateur a multiplié les avances aux familles et aux personnes âgées. Pour rassurer, M. Harper a posé en bon père de famille et mis de l'avant les éléments positifs de son bilan, comme l'adoption de la loi sur la responsabilité, les réductions d'impôts, l'instauration d'une relation moins conflictuelle avec les provinces et la reconnaissance de la nation québécoise.

Difficile toutefois de tenir un double discours, l'un destiné aux électeurs modérés, l'autre à sa base naturelle de droite. En promettant de durcir la Loi sur les jeunes contrevenants, Stephen Harper aura dissipé tout doute sur la nature fondamentale du Parti conservateur, un parti de droite et non de centre droit. Ses attaques répétées contre les artistes et les créateurs, la mise en pièces de l'accord de Kyoto, son alignement sur la politique étrangère américaine furent autant de rappels de cette réalité.

Perçu comme un leader fort et apprécié pour son esprit de décision, Stephen Harper s'est aussi révélé un leader autoritaire et entêté. Au moment où la crise financière américaine et ses répercussions sur le Canada sont devenues un enjeu de cette campagne, on l'a vu se réfugier spontanément derrière le credo non interventionniste de son parti pour refuser d'envisager des mesures de soutien d'exception à l'économie et aux travailleurs qui seront inévitablement affectés par le ralentissement de l'économie. Le regard froid qu'il a porté sur la conjoncture a révélé une absence de compassion réelle pour ses concitoyens.

Au cours des dernières heures, le chef conservateur a eu l'intelligence de corriger le tir sous plusieurs angles, mais on a connu deux Stephen Harper dans cette campagne. Cela nous aura convaincu que lui et son parti ne sont toujours pas prêts à être majoritaires. S'ils doivent continuer à gouverner, ce doit être de façon minoritaire, encadrés par une opposition suffisamment forte pour faire un contrepoids efficace. Dans le contexte économique actuel, il sera dans l'intérêt de tous, Canadiens comme Québécois, d'avoir un gouvernement qui soit forcé de rechercher les consensus plutôt que la confrontation idéologique.

Au terme de cette campagne, libéraux comme conservateurs n'ont pas convaincu les Québécois de leur accorder leur confiance. Pourquoi? Parce que le Parti libéral, pas plus qu'en 2006, n'a pas été capable de leur tendre la main et de manifester sa volonté de panser les plaies laissées par les batailles référendaire et post-référendaire. Tant que cela ne sera pas fait, le Parti libéral ne peut espérer redevenir le parti d'une majorité de Québécois qu'il a déjà été. Le Parti conservateur, lui, leur avait tendu cette main en 2006, mais il a déçu depuis par ses hésitations à donner un sens à la reconnaissance de la nation québécoise. Ce parti, qui a ses racines à l'extérieur du Québec, n'arrive pas à saisir la réalité québécoise.

Pour défendre les intérêts du Québec à Ottawa, le seul choix qu'ont les Québécois est le Bloc québécois. Au-delà du fait que c'est un parti souverainiste, ce parti a fait depuis 15 ans la preuve qu'il a toujours, mieux que les autres, fait entendre les revendications du Québec, qu'elles soient politiques, culturelles, sociales ou économiques. On ne peut douter de son allégeance première.

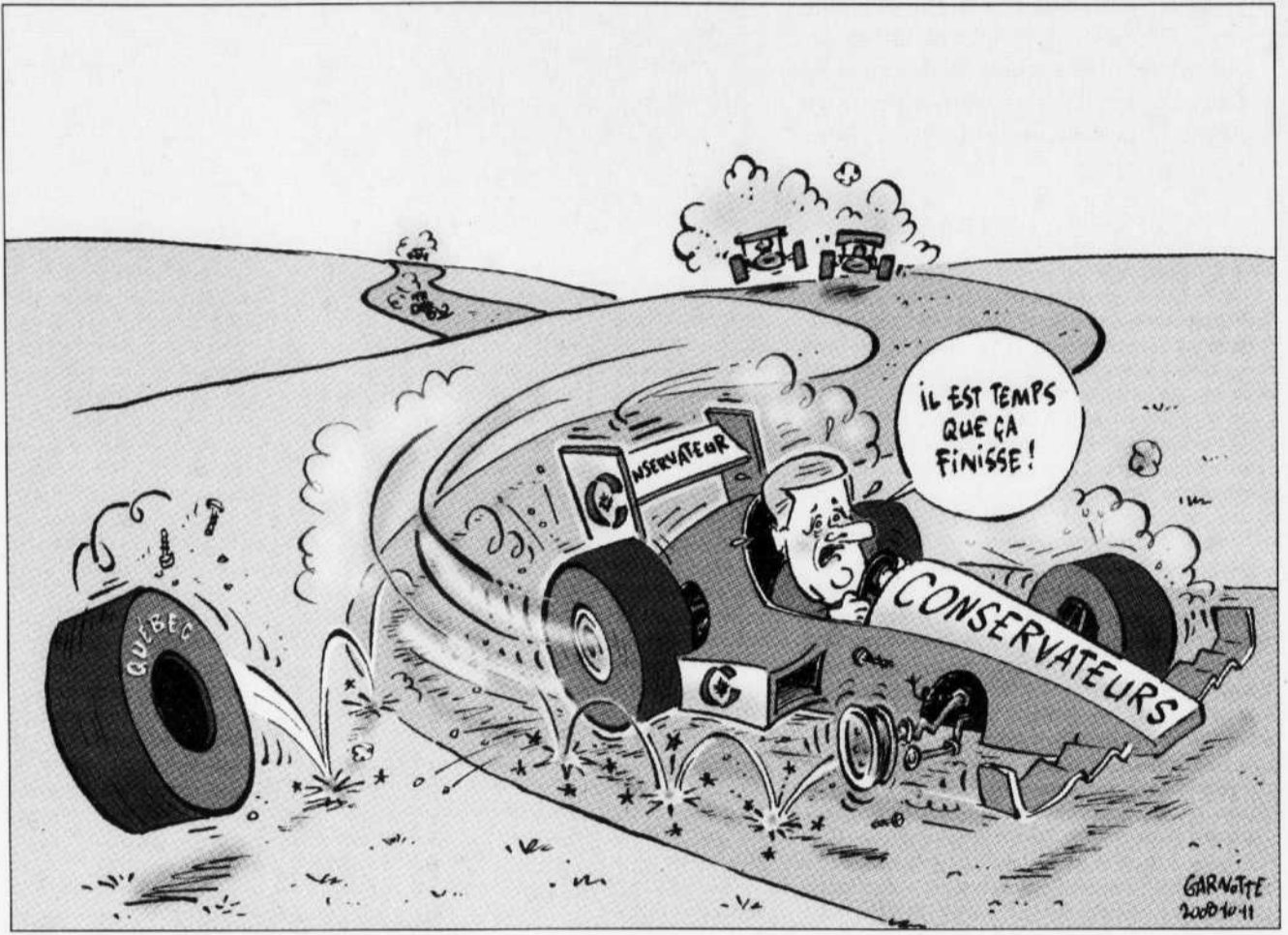
Le Bloc ne prend pas la place d'un autre parti à Ottawa. Il prend seulement la place que les Québécois lui donnent parce qu'à leurs yeux il la mérite plus les autres. Cela privera le Québec d'un certain nombre de sièges au conseil des ministres, mais, à l'exception de Michael Fortier, personne ne se désolera de voir les ministres québécois être défaits. Plus le Bloc québécois sera fort, plus il sera en mesure de faire entendre la voix du Québec. Il faut l'appuyer, cela ne fait pas de doute. Rappelons cependant à son chef, Gilles Duceppe, qu'une fois revenus à la Chambre des communes les députés bloquistes auront le devoir de participer activement et de bonne foi à l'adoption de mesures visant à contenir la crise économique qui s'annonce. Cela vaut d'ailleurs pour tous les partis. La situation exige de mettre de côté les intérêts partisans pour collaborer au bien commun.

bdescoteaux@ledevoir.com

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
 Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
 Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
 Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
 Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFPET
 Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



LETTRES

Le prix de la paix

Dix-huit milliards de dollars pour la guerre en Afghanistan, il me semble que la paix coûte beaucoup moins cher et qu'elle fait moins de morts et de blessés. «Il n'y a jamais de bonnes guerres ni de mauvaises paix», disait Benjamin Franklin. «Il y a des menaces de paix, mais nous ne sommes pas prêts», ajoutait Tristan Bernard.

Robert Soulières

Saint-Lambert, le 10 octobre 2008

Voter, un geste qui permet d'exister!

J'ai quitté mon pays d'origine à l'âge de 35 ans, sans jamais avoir eu la chance de voter lors des élections. La raison en est très simple: pendant de longues années, à cause de la guerre qui y sévissait, il n'y eut même pas d'élections prévues!

Arrivée au Canada il y a 18 ans, ce fut une joie pour moi de déposer mon vote dans l'urne pour la première fois de ma vie. Prendre part aux élections m'a fait réaliser l'importance qu'à mon geste: mon vote allait compter pour quelqu'un. Je devenais utile à mon pays d'accueil!

C'était quelque chose, ce sentiment d'exister pour quelqu'un, ce sentiment d'appartenir à un pays. Je ne l'ai pas senti dans mon pays d'origine car on ne m'a pas donné la chance d'exister en tant que citoyenne, qui revendique son droit de voter afin de participer un tant soit peu aux décisions majeures qui concernent le pays, particulièrement celles qui touchent à la souveraineté, à l'unité et à l'existence même du pays. Je n'ai pas pu me sentir citoyenne à part entière du Liban, ni avant mon départ, ni par la suite, car les émigrés n'ont pas la chance de voter à

l'extérieur de leur pays... pas avant 2013, dit-on. Inch Allah! comme on dit chez nous.

Voter est un droit et un devoir selon la Charte canadienne. Moi, je l'ai vécu comme une liberté. Alors, il ne faut pas oublier d'aller voter le 14 octobre: c'est un geste louable. Au nom de tous ceux qui, à travers le monde, n'ont pas encore la chance et le droit de voter, ce geste-là, faites-le!

Nicole Abdul-Massih

Le 9 octobre 2008

Choisir entre la Formule 1 et Kyoto

La possible annulation de la F1 à Montréal cause un certain étonnement chez les gens qui en tirent des profits. C'est compréhensible. Mais que fait-on des critiques fréquentes contre le Canada, qui se distancie du protocole de Kyoto? Surtout de la part des gens qui critiquent et qui veulent le maintien de cette activité polluante? Les F1 sont bolides puissants qui polluent l'atmosphère et nuisent à l'ouïe. Cette activité dure trois jours, si on tient compte des séances d'essais et des moments de classement.

Où se situent les politiciens qui défendent l'environnement pendant la campagne électorale? Le ministre Fortier pousse un peu fort quand il affirme que cette activité intéresse et concerne tous les Québécois et tous les Canadiens. Racolage forcé et électoraliste. Les politiciens et le maire Tremblay se préparent à fouiller dans nos porte-monnaie parce qu'ils craignent les cris du public qui ne veut pas perdre son bonbon. Les fans de cette course destructrice n'ont qu'à payer globalement davantage pour leurs billets. Il s'agit d'un loisir choisi dans un intérêt personnel.

La société a besoin de l'argent que les divers paliers de gouvernement se préparent à subtiliser. Les soins de santé, toujours en grande souffrance, et l'éducation, guère mieux lotie, ne semblent pas déranger ces responsables qui cherchent à plaire à ceux qui crient le plus fort. Doit-on avant tout tenir compte des retombées économiques qui sont toujours mises en avant, et ce, au détriment de notre qualité de vie?

Qu'on cherche une activité autre, propre et rentable qui serait d'intérêt culturel et général, et elle apportera ces retombées. Ce serait un scandale si les gouvernements et le maire injectaient des sommes dans cette activité de loisir de luxe, alors que de nombreux besoins essentiels ne sont pas assurés pour beaucoup de gens. Faites preuve d'un peu plus de logique éthique dans votre administration des taxes et impôts.

Raymond Ethier

Contrecaur, le 9 octobre 2008

Crise et compassion

Notre compassion s'étend à tous ceux et celles qui ont des hauts le cœur devant les fluctuations catastrophiques des Bourses de New York et d'ailleurs.

Comment pourrions-nous avoir la prétention d'envisager des solutions possibles alors que les meilleurs experts sont confondus. Cependant, dans les mémoires de nos neurones retentit avec toute la tonitruante vigueur cette phrase, que les plus de 50 ans se souviendront d'avoir entendue, de Réal Caouette, chef du Crédit social: «Il faut rendre physiquement possible ce qui est matériellement réalisable.» Bien entendu, je ne vous interdis pas de jeter un petit coup d'œil rétrospectif du côté de Marx, de Karl et de Grauchou.

Guy Mercier

Québec, le 10 octobre 2008

REVUE DE PRESSE

Autopsie d'une campagne

Manon Cornellier

Comment le chef conservateur Stephen Harper a-t-il pu laisser s'échapper sa mince chance de former un gouvernement majoritaire? La possible élection d'un autre gouvernement minoritaire annonce-t-elle un changement permanent de l'échiquier politique canadien? La campagne en cours n'est pas encore finie qu'on s'interroge déjà sur ce qui fut et ce qui sera.

Le fléchissement des appuis conservateurs a attiré les projecteurs sur les failles dans l'armure de Harper. Ralph Surette, du *Halifax Chronicle-Herald*, se demande combien de temps pouvait durer «l'illusion» créée par le Parti conservateur autour de son chef? L'économie est venue lui rappeler qu'il ne pouvait tout contrôler ni le faire oublier en s'en tenant à son discours rassurant. Surette pense toutefois que cela dépasse la question économique. M. Harper, dit-il, est rattrapé par son «idéologie en faveur d'un libre marché poussé à son extrême, du militarisme, d'une politique sociale réactionnaire et ainsi de suite». Le problème, dit-il, est que le gouvernement Harper ne croit pas dans l'intervention de l'État, avisée ou non. «Voilà le problème, mais on n'en connaît peut-être l'ampleur qu'après les élections, quand l'action gouvernementale sera de plus en plus nécessaire.»

Dans un éditorial pour toute la chaîne Sun-Media, Paul Rutherford constate que Harper a raté sa chance. «Harper n'avait qu'à présenter un programme économique solide pour convaincre les Canadiens qu'ils pouvaient faire confiance aux conservateurs pour diriger l'économie canadienne en ces temps incertains.» Rutherford pense que Harper a cru que les Canadiens, satisfaits de sa gouvernance, le rééliraient sur cette base. «Ce n'est pas la faute de Harper si l'instabilité économique s'est accentuée durant la campagne, mais y faire face est sa responsabilité. Harper a dit qu'il était le seul leader dans cette course. D'accord, mais un leader qui a perdu son élan.» Selon le *Globe and Mail*, Harper a simplement

été fidèle à lui-même durant cette campagne. Fidèle à ce qu'il y a de mieux, mais aussi à ce qu'il y a de pire chez lui. «Dans son programme et ses déclarations [mercredi], M. Harper est apparu comme un technocrate prudent sur le plan des politiques publiques, mais incapable de communiquer de l'empathie à une population canadienne inquiète, ou de rejoindre, de façon rassurante et convaincante, ceux qui craignent pour leur emploi, voient la valeur de leurs épargnes plonger et qui sont forcés de remettre leur retraite à plus tard.»

Le chef libéral Stéphane Dion a trouvé grâce, en revanche, auprès de plusieurs commentateurs, dont Haroon Siddiqui, du *Toronto Star*. Ce dernier s'insurge contre l'attention portée à l'image des chefs. Selon lui, il serait plus pertinent de s'assurer de leur intégrité, de leur intelligence, de leur expérience, de leur courage et de leur jugement, et d'examiner la pertinence de leurs idées. Siddiqui admet que Dion a des faiblesses, mais il note que Harper les partage presque toutes. «Le vrai problème avec Dion est qu'il n'inspire pas les gens. Harper, lui, inspire la peur. Faites votre choix», écrit Siddiqui, lapidaire.

L'avenir

Selon Jeffrey Simpson, du *Globe and Mail*, la persistance du Bloc et la montée des verts laissent croire que l'ère des grands partis nationaux, inspirés par la recherche de compromis, est peut-être terminée. L'échiquier politique est davantage régional, rendant la gouvernance du pays plus difficile, croit-il. Il s'en prend particulièrement à l'appui accordé au Bloc, qui garde les francophones en marge de l'exercice du pouvoir à Ottawa. «En matière de politique fédérale, le Québec est devenu, écrit-il, une société avant tout demanderesse, plutôt que participante, ses électeurs ayant l'assurance que leur gouvernement provincial demandera toujours quelque chose, que le gouvernement fédéral se préoccupera toujours de leurs intérêts et qu'ils auront toujours un parti d'opposition pour parler uniquement de ces mêmes intérêts.» Avec le Bloc, il est devenu difficile pour les autres partis d'envisager

obtenir un mandat majoritaire. Selon Simpson, les partis nationaux sont assaillis par «l'idéologie de la gauche (le NPD), la poursuite d'intérêts régionaux étroits (le Bloc) et la politique centrée sur une seule cause (les verts)». Pour cette raison, dit-il, la politique canadienne ne sera jamais plus la même.

Bob Hepburn, du *Toronto Star*, avoue pour sa part avoir beaucoup d'admiration pour le chef des verts, Elizabeth May, mais il estime qu'il est raisonnable de dire que, pour le bien de l'environnement, les verts devraient s'effacer. Il rappelle que ce parti ravit des votes aux libéraux et aux néo-démocrates, ouvrant peut-être ainsi la voie à un autre gouvernement conservateur. Si cela se répète, sans que les verts gagnent de sièges, «ils pourraient devenir ce qui est arrivé de pire, et non de mieux, pour l'environnement canadien depuis des décennies». Hepburn écrit que les verts ont atteint leur premier objectif, qui était de faire de l'environnement un enjeu. Libéraux et néo-démocrates y consacrent de grands pans de leur programme respectif. Reste à les mettre en œuvre, ce que l'élection des conservateurs ne permettrait pas.

Le nerf de la guerre

Ancien chef de cabinet de Stephen Harper, Tom Flanagan avance, dans un texte paru dans le *Globe and Mail*, que les nouvelles règles en matière de financement des partis politiques contribuent à ce morcellement. Le financement populaire, qui est assorti d'un financement gouvernemental, favorise, dit-il, les plus petits partis, le Parti vert en offrant la preuve. Grâce au financement de l'État, basé sur le nombre de votes obtenus, les verts ont des ressources inespérées. Et il y a le Bloc, dit-il, qui peut subvenir à presque tous ses besoins avec cette subvention. Selon lui, ce système de financement «encourage des groupes de pression à se transformer en partis et maintient en vie des partis qui ont perdu leur utilité».

mcornellier@ledevoir.com

IDÉES



Manifestation à Montréal contre les compressions du premier ministre sortant Stephen Harper dans le domaine de la culture



DENISE BOMBARDIER

L'attrait du minoritaire

Il est tout à fait possible que mardi prochain l'on se retrouve Gros-Jean comme devant, «back to square one», comme disent nos compatriotes anglophones. Et cela sans doute à cause de l'éternel blocage du plus détreuvé des partis politiques canadiens, celui qui jamais n'assumera la responsabilité de l'exercice du pouvoir.

Mais ce sera aussi à cause des bourdes successives du Parti conservateur, de la froideur distante et probablement apparente de son chef face à la crise mondiale, et de l'efficacité démagogique du professionnel le plus expérimenté de la politique fédérale, Gilles Duceppe. Grâce à ce dernier, Stephen Harper a été transformé en diabolique fossoyeur de l'identité québécoise. Il faut dire aussi que les interventions, mine de rien, sournoises du premier ministre du Québec à l'endroit du gouvernement fédéral ont contribué à l'érosion des intentions de vote. Le vent donc s'est levé et semble souffler les candidats conservateurs, qui sont en majorité aussi légers que des fétus de paille.

Les Québécois, ces minoritaires historiques, auraient de toute évidence pris goût aux gouvernements minoritaires. Après plus d'un siècle de soumission aux différents pouvoirs en place, ils ont retrouvé de la sorte les plaisirs à peine avoués de la rébellion. Le Bloc québécois, créé, ne l'oublions pas, par Lucien Bouchard, un rebelle réformé à la suite des échecs successifs de référendums sur la souveraineté, s'offre aux électeurs comme l'instrument privilégié de leur force collective. Le Bloc joue un rôle inédit, celui de donner au Québécois, à chaque élection, le sentiment de gagner symboliquement un référendum, eux qui ont choisi de perdre les vrais en 1980 et en 1995. Depuis, le BQ empêche le Canada anglais de vivre tranquillement allongé, au propre comme au figuré, sur les États-Unis.

Bien imprudents, on a cru au début de la campagne électorale, et ce, à la lumière des trop nombreux sondages, que le Bloc connaîtrait une forme de désagrégation. Mais c'était compter sans l'habileté avec laquelle son chef réussit à transformer une décision politique discutabile, mais mineure, celle de réduire de quelques dizaines de millions les programmes culturels pour éventuellement les transformer en d'autres, ce que plus personne ne veut croire même si c'est vrai, en une attaque en règle contre le Québec. C'est bien connu lorsqu'on a l'air de toucher à l'identité québécoise, le Québec entier dégaîne. C'est apparemment ce qui s'est passé.

Stephen Harper, pour des raisons obscures, on aurait envie d'écrire «inconscientes», semble flotter au-dessus des agitations actuelles. Est-ce par tempérament, par aveuglement idéologique, par incompetence? Bien malin celui qui risque une explication. Car enfin, cet économiste, un des rares intellectuels conservateurs, ne peut pas demeurer dans cet état de paralysie politique alors que les chefs de gouvernement occidentaux se consacrent à la tâche délicate, mais essentielle, de rassurer leurs concitoyens. Si c'est dans l'adversité que s'illustrent les grands hommes, Stephen Harper ne semble pas correspondre à la définition.

Par contre, quel attrait aurait un gouvernement minoritaire dirigé par Stéphane Dion, une hypothèse qui peut devenir réalité si le Bloc remporte de nombreuses circonscriptions au Québec, mettant ainsi un terme aux espoirs conservateurs? La nature humaine étant ce qu'elle est, la perception si négative que l'on s'était faite de Stéphane Dion est en train de se transformer. Sa pugnacité, son côté besogneux en politique, une forme de hargne qu'il met à attaquer son adversaire principal en ont surpris plusieurs.

Mais a-t-on oublié que celui qui se vit en futur leader du Canada a réussi à accéder à la tête du Parti libéral par défaut, en quelque sorte, se faulant tout en vert entre deux favoris, Bob Ray et Michael Ignatieff, qui ont préféré perdre la nomination plutôt que de faire alliance? Ces deux-là, demeurés discrets pendant la campagne, n'ont pas résisté, cependant, à contredire parfois leur chef, Stéphane Dion, ne l'oublions pas, à échouer dans sa tâche de réunifier son propre parti, un objectif pourtant obligatoire. Ces deux poids lourds libéraux seront là, à n'en point douter, à attendre la chute de celui qui leur a volé ce poste auquel ils aspirent comme leur revenant de droit. La défaite du Parti libéral mardi soir serait la fin de Stéphane Dion. Et un gouvernement minoritaire libéral risquerait de n'être qu'un surris pour lui.

Chaque élection fédérale confirme le statut d'enfants terribles du Canada que sont les Québécois. En choisissant sciemment de s'exclure du pouvoir tout en l'obligeant à faire des concessions lorsqu'il s'agit des intérêts du Québec, tels que définis par le Bloc québécois tout de même, les électeurs qui votent pour ce parti font une adéquation entre celui-ci et le Québec. Ce qui en amène plusieurs à affirmer qu'un vote contre le BQ est un vote contre le Québec. Voilà le nœud gordien de la politique québécoise. Entre le non aux référendums passés et le non des dernières décennies au Canada, comment définir l'identité québécoise à l'avenir? Minoritaire, bruyante, rebelle, surfant sur la patience congénitale du Canada anglais.

denbombardier@videotron.ca

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Etant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'«aculture» américaine

OLIVIER D. ASSELIN

Réalisateur et membre du CrapN' (Coalition pour la réappropriation de l'art avec un petit «a» par N'importe qui avec un grand «N»)

Stephen Harper a beau jeu de traiter de bébés gâtés les vedettes qu'on entend à la télé s'exprimer contre les compressions budgétaires des conservateurs. En politicien machiavélique qu'il est, il alimente une fois de plus les préjugés pour mieux occulter le vrai débat. Il est plutôt facile de démontrer que les vrais pauvres de notre société ne sont pas ces artistes, mais ceux qui vivent aujourd'hui avec deux voitures, un iPod, une piscine et une carte de crédit bien remplie. Voilà où se trouve le cœur du problème.

La pauvreté culturelle

En voyageant un peu, on s'aperçoit vite que le luxe occidental ne fait pas le poids devant la richesse culturelle de bien des nations du Sud qu'on dit continuellement «pauvres». Les statistiques sont là pour le prouver, avec les taux de dépression, de suicide et d'alcoolisme qu'on connaît chez nous. La voracité avec laquelle nous, Québécois et Occidentaux, consommons du matériel va de pair avec notre besoin maladif de pilules créées pour nous redonner le sourire ou pour nous faire bander.

Le combat que mènent les artistes québécois ces jours-ci est nécessaire. Mais ce combat très ciblé contre des compressions très précises dans l'industrie culturelle n'est que la pointe de l'iceberg. L'iceberg, c'est la marchandisation de la vie dans laquelle le Québec s'est jeté tête baissée depuis les années 90. Fait cocasse: c'est également à cette époque qu'un ancien conservateur, Lucien Bouchard, a commencé à s'intéresser au combat national et à en être le porte-étendard. Un lucide, paraît-il.

La culture contre l'industrie culturelle

Pendant la Révolution tranquille, les luttes qu'ont menées les baby-boomers ont été essentielles à notre devenir collectif. Les œuvres d'art créées pendant cette période nous ont permis, à moi et à ceux de ma génération, de comprendre cette époque de contre-culture inédite. Quand je regarde des films comme *Les Ordres* de Brault ou *Le Confort et l'Indifférence* d'Arcand, je

comprends que le souffle qui animait le Québec à cette époque s'inscrivait dans un courant plus large, où l'on remettait en question beaucoup plus que la langue des dirigeants au pouvoir. Le féminisme, la place de l'humain dans les structures politiques, les rapports Nord-Sud, l'exploitation des ressources, bref le capitalisme libéral était porté sur la place publique et remis en question.

Depuis cette époque marquante, on a réussi à recréer notre petite Amérique au Québec: avec nos industries culturelles et notre star-système. Ce faisant, on a mis la culture dans une boîte. [...]

La mort des cultures

Aujourd'hui, partout dans le monde, les cultures se meurent. Le libéralisme économique est basé sur une logique comptable où la subjectivité culturelle représente un frein à l'efficacité des échanges commerciaux. Mais ce système défendu par les néo-conservateurs comme Harper, Berlusconi et Sarkozy utilise le divertissement médiatique comme première arme de conditionnement vers une culture uniforme, matérialiste et individualiste. En ce sens, ce que *Star Académie* et nos industries culturelles diffusent massivement au Québec est la culture américaine en version fleurdelisée. Un produit vide de toute substance, comme un fard esthétique à la loi du marché.

En évacuant toute revendication sociale du combat pour l'indépendance, la langue française est devenue une terrible illusion de protection pour une culture qui mange américain, qui s'habille américain, qui écoute américain. Un hamburger est-il meilleur pour la santé quand il est produit en français? [...]

Conventionnel contre marginal

Bien sûr, tout n'est pas complètement noir ou blanc. Récemment, le 22 février 2007, j'assistais à l'Institut du nouveau monde à une conférence intitulée *Culture: le Québec, cancre ou premier de classe?*, où l'on parlait de l'effervescence des manifestations artistiques à Montréal. Avec raison, on y décrivait la multitude d'initiatives et d'expérimentations artistiques dans toutes sortes de lieux non conventionnels, tout en soulignant néanmoins que les lieux traditionnels de diffusion artistique — qui monopolisent les maigres ressources — perdent, eux, l'intérêt du public.

Ce fossé entre le «mainstream» et l'«underground» rappelle un autre événement récent: il y a quelques

temps, *Le Devoir* rapportait que Line Beauchamp, alors ministre de la Culture, avait donné 10 350 \$ à une firme de communication pour pondre un discours de quatre pages sur la culture... Ouf! Je connais des dizaines d'artistes crevant de faim qui auraient volontiers réalisé quatre ou cinq courts métrages pour ce même montant.

Cet exemple illustre bien le fait que beaucoup d'artistes ne se sentent pas concernés par les compressions des conservateurs, pour la simple raison qu'ils n'ont jamais reçu d'aide financière auparavant. Quand on sait que seulement 10 à 20 % des demandes de subvention des artistes sont retenues par les institutions culturelles, on comprend que notre société n'aide pas vraiment les créateurs. Le problème est donc beaucoup plus profond que les seules compressions récentes des conservateurs.

Disparition de la culture

Les compressions dans le secteur culturel sont l'aboutissement naturel d'un système déconnecté de sa propre réalité qui ne carbure qu'à l'offre et à la demande. C'est donc moins l'industrie culturelle qui se meurt que la culture elle-même.

Il faut absolument dénoncer ce courant de la droite radicale, mais il faut que ceux qui dénoncent ces compressions commencent à prendre part aux luttes que les autres secteurs de la société mènent contre la disparition de la culture en général. Car il est stérile de se satisfaire d'un star-système subventionné tout en laissant les politiciens vendre au privé le reste de l'État.

Dans un tel contexte sociologique d'uniformité culturelle, ce sont tous les Monsanto, les Barrick Gold, les Wal-Mart et les Quebecor qui tuent les cultures spécifiques en imposant des besoins vides de sens. La sauvegarde de notre culture passe par la dénonciation d'une alimentation chimique qui ne nourrit pas, d'une production artistique qui reproduit des modèles exclusivement divertissants, d'un système de santé publique asservi à l'industrie pharmaceutique et d'une éducation axée sur la performance économique.

En marge du train sans chauffeur de l'Occident, une nouvelle qualité de vie se construit aujourd'hui dans une multitude d'initiatives citoyennes autogérées. L'heure est à la décroissance, au ralentissement de nos rythmes de production et de consommation. Cette nouvelle culture post-empire américain est partout et de plus en plus forte. Mais elle ne sera pas télédiffusée.

Du SRAS au lait toxique, une censure criminelle

JEAN-FRANÇOIS JULLIARD

Secrétaire général de Reporters sans frontières international

FRANÇOIS BUGINGO

Président de Reporters sans frontières Canada

Les preuves s'accumulent. La censure imposée aux médias chinois sur le scandale du lait contaminé a eu des conséquences désastreuses. Dès juillet, un journaliste de l'hebdomadaire d'investigation *Nanfang Zhoumo* est en possession de faits avérés: une vague d'hospitalisations de nouveau-nés est directement liée à l'absorption du lait en poudre de l'entreprise Sanlu. Craignant les représailles, son rédacteur en chef préfère ne rien publier. Il a donc fallu attendre début septembre, et la fin des Jeux olympiques, pour qu'un autre média chinois se risque à publier cette nouvelle explosive.

Comment en est-on arrivé là? Comment le gouvernement chinois a-t-il pu, encore une fois, préférer le contrôle de l'information à la santé de ses citoyens? Et comment des entreprises, étrangères pour certaines d'entre elles, ont-elles pu aussi longtemps étouffer ce scandale?

À la veille des Jeux olympiques de Pékin, le département de la Propagande — l'organe de censure qui dépend directement du Bureau politique du Parti communiste — adresse aux médias chinois une directive en 21 points sur les sujets interdits ou à «couverture restreinte». Le point 8 est explicite: «Tous les sujets liés à la sécurité alimentaire, comme l'eau minérale causant des cancers, sont en dehors des limites autorisées.»

Le choix du mensonge

Confronté à une méfiance mondiale envers la qualité

de ses produits, le gouvernement chinois a choisi le mensonge par omission. La presse chinoise doit se taire. Les responsables des rédactions libérales, notamment ceux du *Nanfang Zhoumo*, connaissent trop bien le prix à payer en cas de violation de ces oukases. Trois directeurs du groupe ont passé plusieurs années en prison pour avoir révélé, en 2003, un cas de SRAS sans autorisation officielle. Le dernier d'entre eux n'a été libéré qu'en février 2008.

L'affaire du lait toxique n'est donc qu'une répétition tragique des mensonges de 2003. L'épidémie de SRAS était apparue dès le début de l'hiver 2002, mais les autorités chinoises avaient pris le parti de masquer la vérité aussi longtemps que possible afin d'éviter une fuite des investissements étrangers. Lorsqu'un médecin militaire avait décidé de révéler que les cadres chinois cachaient l'épidémie de SRAS, le gouvernement avait finalement autorisé la presse à en parler, et juré que cette erreur ne se répéterait pas. Pas si sûr.

Les autorités ont toujours tenté d'étouffer dans l'œuf les scandales alimentaires ou sanitaires. En 2004, la police avait interdit aux journalistes étrangers de se rendre dans les provinces affectées par la grippe aviaire. En avril 2007, les autorités de la province du Shandong (Est) avaient tenté de censurer des informations sur une épidémie de fièvre aphteuse. Et il est toujours aussi difficile pour la presse de se rendre dans les villages du centre du pays où des milliers de Chinois agonisent, malades du cancer ou du sida.

La loi de la censure

En 2006, le gouvernement chinois a même inscrit cette censure criminelle dans le marbre: il a promulgué une loi sur la gestion des situations de crise, punissant de lourdes amendes les médias qui publieraient sans

autorisation des informations sur les accidents industriels, les catastrophes naturelles ou sanitaires et les mouvements sociaux. Dans un premier temps, les autorités avaient même prévu des peines de prison pour les contrevenants, avant de faire machine arrière.

Dans l'affaire du lait frelaté, ils ont fait retirer d'Internet le témoignage du rédacteur en chef du journal qui avait refusé de publier l'enquête sur le lait. Il fait aujourd'hui l'objet de pressions. Des journalistes chinois ont été expulsés de la province, siège de la société Sanlu. Et un groupe d'avocats bénévoles, qui s'est constitué pour aider les parents d'enfants intoxiqués, fait l'objet d'intimidations. De son côté, le groupe néo-zélandais Fonterra, actionnaire du chinois Sanlu, a tardé à transmettre les informations aux autorités.

Inaction généralisée

Aujourd'hui, l'État se mobilise pour aider les nourrissons intoxiqués et trouver les responsables de la crise. Le président chinois a même appelé les entreprises à tirer les leçons de ce scandale. Mais le pouvoir a-t-il, lui, pris la mesure de ses propres actes? Que font les gouvernements étrangers? Ils préfèrent restreindre les importations de produits chinois plutôt que de signifier clairement au gouvernement de Pékin que son attitude est irresponsable. Et l'Organisation mondiale de la santé? Elle compte les victimes. Sa directrice générale, Margaret Chan, n'a rien trouvé de mieux que de conseiller aux femmes chinoises de recourir plus souvent à l'allaitement maternel.

La presse chinoise, aguillonée par des blogueurs de plus en plus remuants, tente de devenir un contre-pouvoir. Mais elle devra d'abord obtenir la fermeture du département de la Propagande, bastion du conservatisme, dont le seul objectif est de continuer à museler l'information. À n'importe quel prix.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairand Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sport), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papière (pupitre); Information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter); Information culturelle: Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); Information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre); Information internationale: Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (cartouche); Dumouchet et Étienne Flammouillon-Émond (commis à la rédaction); David Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéciel (Québec), Monique Bhérrer (Ottawa); PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Manon Bolland, Marlène Côté, Amélie Maltais, Claire Paquet, Geneviève Pierrat, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebá, Méliande Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire); PRODUCTION Christine Goulet (directrice de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zematits; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique); PROMOTION, DISTRIBUTION ET CIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beauhieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion); ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

PHILOSOPHIE



Existe-t-il une langue québécoise à part ou bien parlons-nous et, surtout, puisqu'il s'agit de norme, écrivons-nous la même langue que les autres francophones?

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Henri Bélanger et le mythe d'une « langue-à-nous-autres »

Depuis février 2006, *Le Devoir* propose à des professeurs de philosophie, mais aussi à d'autres auteurs passionnés d'idées, d'histoire des idées, de relever le défi de décrypter une question d'actualité à partir des thèses d'un penseur. Cette semaine, à quelques jours du Sommet de la Francophonie, un devoir... d'histoire et de linguistique sur ce débat entre langue « québécoise » et « français international ».

LIONEL MENEY

Linguiste et lexicographe, Lionel Meney a été professeur titulaire à l'Université Laval. Il est l'auteur du Dictionnaire québécois-français: pour mieux se comprendre entre francophones (Guérin, Montréal, 1999) et de Main basse sur la langue: idéologie et interventionnisme linguistique au Québec (à paraître).

u Canada, les mots froid, hiver, fleuve, [...], etc., ont tout de suite eu à recouvrir une autre réalité, et ont donc correspondu en nous à une valeur symbolique différente:

ainsi s'exprimait, en 1969, Henri Bélanger dans *Place à l'homme: éloge du français québécois*, un pamphlet dans lequel il prétendait démontrer que le français standard, celui des grammaires et des dictionnaires, n'est pas la langue des Québécois. Selon lui, nous aurions créé ici une langue à part, une « langue-à-nous-autres », reflet de notre vécu collectif en Amérique du Nord, différent de celui des Français.

À l'heure où le débat sur le modèle de langue souhaitable dans l'Administration et dans l'enseignement redevient d'actualité, à la veille de la publication d'un avis du Conseil supérieur de la langue française (CSLF) sur la question, il est instructif de revisiter l'ouvrage d'Henri Bélanger, car on y trouve les thèses développées de nos jours encore par les partisans d'une norme linguistique nationale séparée (ou « norme endogène ») plutôt que d'une norme internationale partagée. Existe-t-il une langue québécoise à part ou bien parlons-nous et, surtout, puisqu'il s'agit de norme, écrivons-nous la même langue que les autres francophones? La réponse à cette question passe par un examen critique des thèses de Bélanger et des endogénistes contemporains.

Le français, langue étrangère?

Bélanger considère que le français standard est une langue étrangère, créée par et pour la « bourgeoisie parisienne », et une langue artificielle, figée par des générations de grammairiens français. Vouloir l'imposer aux Québécois, ce serait leur imposer une langue faite par et pour d'autres, une langue qui ne correspondrait pas à leur vécu nord-américain. Il postule que toute langue serait une représentation du monde, influencée par le milieu dans lequel vit le groupe, le reflet de son expérience, de son vécu. Or, comme les Français ne vivent pas dans le même milieu que les Québécois, ils ne pourraient pas avoir le même vécu ni, par conséquent, les mêmes mots: « *La France n'a pas d'hivers ressemblant aux nôtres [...]. La France n'a pas de Grand Nord. Les Français ne peuvent donc pas sentir ces réalités qui sont les nôtres [...]. Et ne les ressentant point, ils ne peuvent pas les connaître concrètement ou les désigner d'une manière vraiment véridique.* » Leur installation en Amérique aurait obligé les Québécois à se forger une nouvelle représentation du monde, à faire ce que Bélanger appelle un effort d'« abstraction autogène » (produite par eux-mêmes), à créer des « formes autogènes » (des mots créés par eux-mêmes), afin d'exprimer la nouvelle réalité devenue la leur.

Bélanger n'était pas linguiste. Sa méconnaissance de la langue parlée et écrite en France, dans ses usages réels et variés, lui fait faire des erreurs grossières. Il attribue à la « créativité autogène » des Québécois de nombreux termes courants en France. Il manie d'une manière fantaisiste les concepts linguistiques, d'où de nombreuses erreurs d'analyse étymologique ou grammaticale. Ainsi, il affirme que l'origine de « tambour » (dans l'entrée d'une maison) s'explique par les « effets de tambour (qui se produisaient) par temps écho alors que les gens s'y déneigeaient les pieds... ». En fait, ce mot, comme bien d'autres cités par Bélanger (les endogénistes contemporains font les mêmes erreurs), s'est employé en France avant la colonisation de la Nouvelle-France. Surtout, la langue « autogène » qu'il décrit, et dont il vante la supériorité communicationnelle par rapport au « français de France », se limite au parler du monde rural, à des termes du vocabulaire concret, comme « bran de scie », ou du registre familier, comme « patate », une langue déjà vieillie à l'époque de la parution de son livre. En revanche, il ne peut donner pratiquement aucun exemple de « création autogène » concernant la langue abstraite.

Ce qui frappe chez Bélanger, c'est sa vision manichéenne. Ses idées sont fortement empreintes d'ethnisme et de populisme. Il oppose systématiquement l'« homme d'ici », « nous-autres » (les Québécois), aux étrangers (« eux-autres », les Français). Parmi les Québécois, il oppose les gens du « peuple », au « savoir utile », détenteurs de valeurs positives (enracinement en terre d'Amérique, sens pratique, créativité langagière), aux membres de la « classe instruite », au « savoir oiseux », « étrangers à leur groupe maternel et aux formes de sa pensée », porteurs de valeurs négatives (aliénation culturelle, mépris envers la langue de leur peuple, soumission à un modèle linguistique étranger). Il oppose la langue québécoise, libérée des contraintes du formalisme grammatical, créative, concrète, efficace, à celle des Français, figée par un « tarabiscotage de règles », abstraite, inadaptée, « émasculée ».

Bélanger se réclamait de l'anthropologie culturelle américaine. Sa conception de la langue est empreinte de psychologisme. Il confond la langue et le réel. Convaincu que les mots véhiculent des « valeurs symboliques », des significations, propres au groupe, il n'accorde la capacité de nommer qu'à ceux qui ont l'expérience directe de la chose. Par exemple, seuls les Québécois, grâce à leur connaissance concrète de la « raquette », pouvaient désigner adéquatement cet objet. Il ne soupçonne même pas que le mot ait pu s'employer en France, dans ce sens, avant la colonisation. Autrement dit, et pour suivre son raisonnement, ce seraient plutôt les Québécois qui ne pourraient pas comprendre le sens profond (!) de ce terme puisqu'il s'agit d'une création « autogène »... français. Il confond ainsi la langue, système de communication abstrait, général, neutre et partagé, et le discours, c'est-à-dire l'utilisation concrète, particulière, individuelle et subjective du langage. Si le mot « hiver » n'a pas le même sens pour les Québécois et les Français, il ne l'a pas non plus pour l'ado qui skie au mont Sainte-Anne, le Montréalais qui gratte son pare-brise avant d'aller au travail ou le snowbird qui se bronze en Floride...

L'américanité

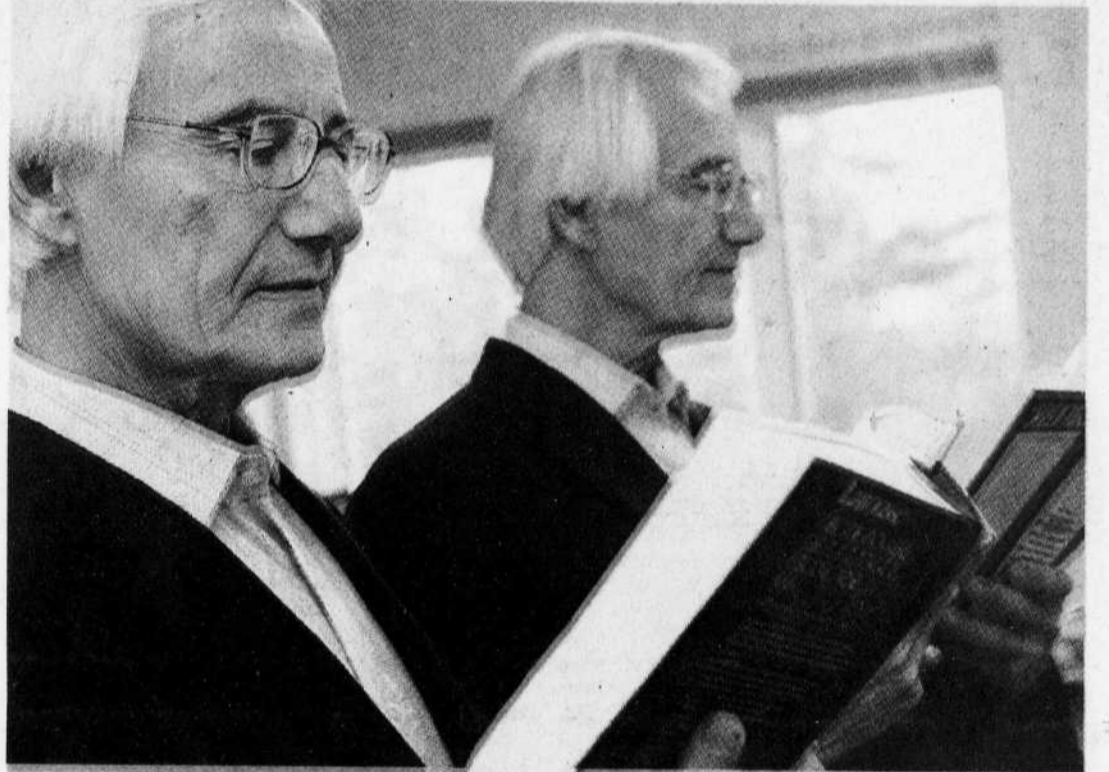
Il convient d'ailleurs de réévaluer la part de l'« américanité » dans le français québécois. Sous le Régime français, les colons ont transporté en Amérique, avec les institutions du royaume, le français de l'époque. Ils n'ont eu à créer que quelques dizaines de mots, par emprunt aux langues amérindiennes (« achigan ») ou glissement de sens (« perdrix »), pour « s'adapter » au Nouveau Monde. Sous le Régime anglais, ils ont dû adapter leur langage non pas à l'Amérique, mais à l'Angleterre et à ses institutions, toujours par emprunt (« coroner ») ou calque de sens (« offense »). Pendant la révolution industrielle, ils ont dû intégrer le vocabulaire technique britannique ou américain, selon le cas, par emprunt (« brake ») ou traduction littérale (« char »). Bélanger s'enthousiasme au sujet de « créations autogènes » comme « brève » et « tète », qui viendraient même combler des « cases vides » du système français, à côté de « mère » et de « père » (sic). Il ne parvient pas à convaincre quand il prétend qu'un terme comme « prendre une marche » exprimerait mieux notre américanité que « faire une marche ». Si l'on veut aller jusqu'au bout dans cette voie, il faudrait reconnaître que c'est l'anglais américain, et non le français, même québécois, qui exprime le mieux l'« américanité ».

De Bélanger aux endogénistes d'aujourd'hui, la filiation est évidente. C'est la même idéologie diversitaire et identitaire, portuse de repli sur soi, de division et d'exclusion. La seule différence tient au fait que, pour les endogénistes contemporains, le modèle linguistique n'est plus à chercher dans la langue du peuple québécois, mais dans celle de son élite (eux-mêmes). D'un endogénisme populiste, on est passé à un endogénisme élitaire.

De plus, à leur argumentaire, ils ont ajouté la notion de « variation linguistique », empruntée à la sociolinguistique, c'est-à-dire l'idée (banale) qu'une même langue varie selon les pays, les classes sociales, les situations de communication, etc. De ce fait objectif, ils infèrent que toutes les variétés d'une même langue se valent, que toutes sont aussi « légitimes » les unes que les autres.

Seulement, parmi toutes les variations existantes, ils n'en privilégient qu'une, celle qu'on observe entre deux pays, le Québec et la France. Ils oublient de prendre en compte le fait que le français varie aussi à l'intérieur de la France et à l'intérieur du Québec, en fonction de différents facteurs. Il n'y a pas un seul « français de France ». Il n'y a pas non plus un seul « français du Québec ». La réponse à notre question est qu'en réalité, nous avons ici à notre disposition non pas un usage linguistique, mais deux: un français vernaculaire, fait de dialectalismes, d'archaïsmes et d'anglicismes, qui nous est propre, et un français standard, que nous partageons avec les Français et les autres francophones.

Ils ne tiennent pas compte non plus du fait que l'usage de ces deux systèmes, génétiquement parents mais différents, en particulier par le lexique, est réglé socialement, chacun ayant sa fonction: notre français vernaculaire est réservé aux situations de communication familiales, entre nous; le français standard, aux situations de communication soutenues, aussi bien entre nous qu'avec les francophones des autres pays. C'est ce que les linguistes appellent une « situation de diglossie ». Tout Québécois sait d'instinct et d'expérience qu'on n'emploie pas indifféremment « ami », « copain » et « chum », et que les deux premiers appartiennent au français standard, le dernier au français vernaculaire.



Le linguiste et lexicographe Lionel Meney

YAN DOUBLET COLLABORATION SPÉCIALE

culaire est réservé aux situations de communication familiales, entre nous; le français standard, aux situations de communication soutenues, aussi bien entre nous qu'avec les francophones des autres pays. C'est ce que les linguistes appellent une « situation de diglossie ». Tout Québécois sait d'instinct et d'expérience qu'on n'emploie pas indifféremment « ami », « copain » et « chum », et que les deux premiers appartiennent au français standard, le dernier au français vernaculaire.

Tous nos penseurs, nos historiens, nos essayistes, etc., ont écrit ou écrit dans un français standard semblable à celui des autres francophones. Mieux, il n'y a pas l'épaisseur d'une feuille de papier à cigarettes entre la langue des endogénistes, plus habiles à défendre leurs thèses qu'à les illustrer, et celle de Français, de Belges ou d'Africains de même niveau.

Le français international

Grâce à la facilité des communications, la tendance lourde du marché linguistique francophone international est à l'homogénéisation. Depuis 1969, la distance lexicale séparant le français des Québécois de celui des Français s'est réduite au point d'être quasi inexistante dans le registre soutenu. Vouloir créer une norme québécoise, c'est aller contre cette tendance. Ce serait peut-être à l'avantage de quelques universitaires, éditeurs ou comédiens, mais ce serait au détriment de l'ensemble des Québécois, qui ont intérêt à pouvoir accéder au marché international. Ce serait aussi au détriment de tous les francophones du monde, quand on sait que plus une langue a de locuteurs, plus grande est sa force d'attraction. La fragmentation du marché irait à l'encontre de cette condition.

Après avoir affirmé, dans les années 1960, qu'il existait une « langue québécoise » et que le français standard était une langue étrangère, puis, quand cette affirmation est devenue trop indéfendable, que les Québécois avaient non pas une langue, mais une norme à part, le « français québécois standard », les endogénistes devraient maintenant se rendre à l'évidence: le français standard international n'est pas un mythe, ni une norme étrangère; il fait partie intégrante des usages québécois. C'est l'usage privilégié, ici comme ailleurs dans la francophonie, dans les situations de communication soutenue, celui qui doit être valorisé dans l'intérêt de tous les Québécois et enseigné dans les écoles.

C'est ce qu'affirmait déjà, en 1961, l'Office de la langue française. C'est ce que désirent 75 % des Québécois, selon un récent sondage de l'OQLF. C'est ce qu'a déclaré dernièrement le président du CSLF, Conrad Quellan, devant un auditoire international de professeurs de français, en affirmant que la langue enseignée au Québec devait être « le français standard, avec sa norme internationale commune ». Après des décennies d'errements, le 400^e anniversaire de Québec devrait être l'occasion d'affirmer notre adhésion, sans réticence ni ambiguïté, au français standard international. Souhaitons que c'est ce que confirmeront les membres du CSLF dans leur prochain avis et que la ministre Christine St-Pierre saura répondre aux vœux des Québécois.

Vous avez un commentaire, des suggestions? Écrivez à Antoine Robitaille: arobitaille@ledevoir.com.

En collaboration avec l'Institut de recherche sur le Québec, le Mouvement national des Québécoises et Québécois présente le colloque

« Quelque chose comme un grand peuple »

BILAN ET AVENIR du nationalisme québécois

Le samedi 18 octobre 2008, de 8 h 30 à 17 h, à l'Hôtel de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec 3535, rue Saint-Denis, Montréal, 6^e étage, salle Léonard-Gagnon

Remise de la Médaille d'or du MNQ à monsieur Jacques Parizeau, premier ministre du Québec, de 1994 à 1996.

Conférenciers : Charles Courtois, Eric Bédard, Normand Lester, Jacques Parizeau, Patrick Taillon, Christian Dufour, Mathieu Bock-Côté et Joseph Facal

60 ans! Mouvement national des Québécoises et Québécois. Plus coordonnateur de la fête nationale.

Inscription : 65 \$ (toutes taxes incluses) Pour plus d'information : Carole Vermette 514-527-9891, poste 301 • cvermette@mnq.qc.ca www.mnq.qc.ca